

MINISTERE DU PLAN



**PROJET D'APPUI A LA
STRATEGIE DE REDUCTION
DE LA PAUVRETE**

**Résultats et bénéfices directs des
formations organisées par le Projet ASRP
à l'intention des participants au processus
de la SRP en Guinée**

Juillet 2006

**N° de référence du projet
04.2031.5-001.00**

**Ahmédou TALL
Consultant **WAC****

Abréviations

AFD	: Agence Française de Développement
AGEVAL	: Association Guinéenne des Evaluateurs
ASRP	: Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
BAD	: Banque Africaine de Développement
BM	: Banque Mondiale
DESM	: Division des Etudes et Stratégies Macroéconomiques
DNP	: Direction Nationale du Plan
DSRP	: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EIBEP	: Enquête intégrale de Banse pour l'Evaluation de la Pauvreté
FMI	: Fond Monétaire International
GTZ	: Coopération Technique Allemande
MSEGUI	: Modèle de Simulation pour l'Economie Guinéenne
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAM	: Poverty Analysis Macro Simulator
PCFP	: Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres
PPTTE	: Pays Pauvres Très Endettés
SIG	: Système d'Information Géographique
SRP	: Stratégie de Réduction de la Pauvreté
TRE	: Tableaux Ressources Emplois
UE	: Union Européenne

Sommaire

ABREVIATIONS	2
SOMMAIRE	3
1. INTRODUCTION	6
1. APPROCHE METHODOLOGIQUE	7
1.1. Révision documentaire et élaboration du questionnaire	7
1.2. Déroulement des enquêtes à Conakry	7
1.3. Dépouillement des questionnaires et élaboration du rapport	7
2. JUSTIFICATION DES ACTIONS DE FORMATION	8
2.1. Faiblesses et manquements constatés dans le processus d'élaboration de la SRP	8
2.1.1. Préoccupation du Gouvernement lors de l'élaboration du DSRP	8
2.1.2. Processus d'élaboration, de validation et de mise en œuvre du DSRP	8
2.2. Place de la formation dans le Projet GTZ-ASRP en Guinée	9
2.2.1. L'importance des activités liées à la formation des participants	10
2.2.2. Pertinence des thèmes par rapport aux besoins de formation	10
2.2.2.1. Les cours portant sur « l'évaluation des stratégies de réduction de la Pauvreté »	10
2.2.2.2. Le cours portant sur le « Système d'Information Géographique »	11
2.2.2.3. Les cours portant sur les « Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres »	11
2.2.2.4. Les cours portant sur le « Simulateur Macroéconomique pour l'Analyse de la Pauvreté (PAMS) »	11
2.2.2.5. Le cours portant sur « Pauvreté, bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines »	12
3. APPRECIATION DE LA QUALITE DES THEMES DE FORMATIONS	14
3.1. Zone de résidence et structures d'appartenance des différents participants	14
3.2. Appréciation général de la qualité des formations	15
3.3. Appréciation par les différents types de participants	17
4. EFFETS DES FORMATIONS SUR LES ACTIVITES LIEES AU PROCESSUS DE LA SRP	19
4.1. Incidences des formations sur le processus de la SRP	19
4.1.1. Effets globaux sur le processus de la SRP	19
4.1.2. Effets sur les membres des structures de la SRP	20
4.1.3. Effets des formations selon le type de participants	21
4.2. Niveau d'amélioration de la qualification des participants	22
4.2.1. Niveau d'amélioration « très fort et fort » de la qualification selon l'appartenance du participant	22
4.2.2. Niveau d'amélioration de la qualification des membres des structures de la SRP	23
5. EFFETS DES FORMATIONS SUR LES ACTIVITES PROFESSIONNELLES DES PARTICIPANTS	25

5.1. Effets des formations sur les activités professionnelles selon l'appartenance du participant.....	25
5.1.1. Effets globaux	25
5.1.2. Effets des formations sur les activités professionnelles par type de participant.....	25
5.2. Appréciation du niveau des effets sur les activités professionnelles des membres des structures de la SRP	27
5.2.1. Appréciation global du niveau des effets sur les activités professionnelles	27
5.2.2. Appréciation du type d'effets sur les activités professionnelles du membre	28
6. EFFETS DES FORMATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DES PARTICIPANTS	30
6.1. Effets des formations sur l'environnement des participants selon leur secteur d'appartenance	30
6.1.1. Effets globaux	30
6.1.2. Effets des formations sur l'environnement des participants par type de participants.....	30
6.2. Appréciation du niveau des effets sur l'environnement des participants	31
6.2.1. Appréciation globale selon les formes d'effets sur l'environnement des participants	31
6.2.2. Appréciation des formes d'effets sur l'environnement des participants selon l'appartenance	32
7. FORCES ET FAIBLESSES CONSTATES PAR LES PARTICIPANTS	34
7.1. Forces constatés	34
7.1.1. Le bien-fondé des thèmes développés par rapport aux besoins liés au processus de révision de la SRP.....	34
7.1.2. L'efficacité des méthodes et approches lors des formations	34
7.2. Faiblesses	35
7.2.1. L'insuffisance du temps consacré aux formations	35
7.2.2. La préparation de certaines formations	35
7.2.3. La sélection des participants aux différentes formations	35
7.2.4. La disponibilité de la documentation	36
8. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	37
ANNEXES	39
1. Liste des personnes ayant été enquêtées	40
2. Termes de référence de la mission	49
3. Tableau synoptique des différentes formations	52

Tableaux

Tab 1.	Lieu de résidence des personnes enquêtées
Tab 2.	Provenance des participants enquêtés
Tab 3.	Formations suivies par types de participants en valeurs absolues
Tab 4.	Niveau d'appréciation des différentes formations en valeurs relatives
Tab 5.	Appréciation « très bonne et bonne » de la qualité des formations par types de participants en valeurs relatives
Tab 6.	Incidences des formations sur la participation au processus de la SRP
Tab 7.	Membres des structures de la SRP qui ont été enquêtés
Tab 8.	Incidences sur le processus pour les membres des structures de la SRP en valeurs relatives
Tab 9.	Incidences sur le processus par types d'acteurs en valeurs relatives
Tab 10.	Apport "très fort et fort" des formations sur la qualification des groupes intermédiaires en valeurs relatives
Tab 11.	Apports "très fort et fort" des formations à la qualification des membres des structures de la SRP en valeurs relatives
Tab 12.	Acteurs dont les formations ont des effets sur les activités professionnelles
Tab 13.	Existence d'impact sur les activités professionnelles par types de groupes intermédiaires
Tab 14.	Formes d'impact "très fort et fort" sur les activités professionnelles par types de participants en valeurs absolues
Tab 15.	Existence d'effets sur les activités professionnelles des membres des structures de la SRP en valeurs relatives
Tab 16.	Types d'effets "très fort et fort" sur les activités professionnelles des membres des structures de la SRP en valeurs relatives
Tab 17.	Acteurs dont les formations ont des effets sur leur environnement
Tab 18.	Incidences sur le processus par types de participants en valeurs absolues
Tab 19.	Impact des formations sur l'environnement des bénéficiaires en valeurs relatives
Tab 20.	Incidences "très fort ou fort" sur l'environnement du bénéficiaire par types de participants en valeurs relatives

1. Introduction

En Octobre 2000, la Guinée a été déclarée admise à l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés. Ainsi, pourrait-elle bénéficier d'un allègement de la dette qui contrecarre tous les effets de développement et accéder à des crédits concessionnels à partir des institutions de Bretton Woods. Pour bénéficier de ces avantages, la condition était de rédiger un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté qui deviendra la référence pour tous les bailleurs de fonds qui appuient le pays. C'est ainsi que qu'un document intérimaire a été présenté en octobre 2000 et un DSRP final validé en janvier 2002.

Deux ans après le début de sa mise en œuvre, des insuffisances ont été constatées et de multiples contraintes qui ont limité ses effets dont entre autres : i) la faible implication des acteurs non étatiques et particulièrement les bénéficiaires directs au processus, ii) le faible niveau des différents acteurs impliqués dans le processus dans les domaines de la conception, du pilotage et du suivi, et iii) la faible prise en compte de la mauvaise gouvernance dont les effets ont anéanti tous les efforts. C'est dans ce cadre que la coopération allemande a initié le Projet d'Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté en Guinée (ASRP). Son objectif global est que les tâches de l'actualisation et de la mise en œuvre de la SRP soient réalisées d'une manière compétente et participative par les acteurs étatiques et non étatiques au niveau national et régional¹. L'objectif de la phase actuelle est que les concepts, instruments et méthodes pour une utilisation ciblée des moyens mis à la disposition de la SRP sont appliqués. Pour assurer l'atteinte de l'objectif de phase, des activités ont été mises en œuvre dont la formation des participants sur des thèmes directement liés à la SRP afin de les outiller et les orienter à l'opérationnalisation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté

L'objectif général de la mission est de réaliser une étude empirique de l'impact des formations sur les participants afin de détecter les bonnes pratiques utiles qui peuvent être reconduites, mais aussi les contraintes majeures. De façon spécifique, il s'agit : i) d'analyser auprès des participants, la pertinence, l'efficacité, et l'efficacéité du projet, ii) de démontrer comment les formations contribuent-elles à l'atteinte des objectifs du projet et si tel n'est pas le cas, identifier les contraintes qui ont concouru aux échecs et, de proposer des recommandations pour lever ces contraintes.

Le présent rapport est constitué de six parties : i) l'approche méthodologique, ii) la justification des actions de formation, iii) l'appréciation de la qualité des formations, iv) les effets des formations sur les activités liées au processus de la SRP, v) les effets des formations sur les activités professionnelles des participants et, iv) les effets des formations sur l'environnement des participants.

¹ Le niveau Régional fait référence à la région administrative de Labé.

1. Approche méthodologique

Pour permettre à tous les participants de se prononcer sur la qualité des thèmes qu'ils ont suivi et identifier les effets des formations sur leur participation éventuel au processus de la SRP, sur leurs activités professionnelles et leur environnement, l'approche développée par le consultant est axée autour de trois points : i) la revue de la documentation du projet et l'élaboration d'un questionnaire, ii) l'organisation d'une enquête auprès d'un nombre minimum de 100 participants et, iii) le dépouillement des données et la rédaction du rapport.

1.1. Révision documentaire et élaboration du questionnaire

L'une des premières tâches du consultant a consisté à collecter tous les documents liés aux différentes formations (schéma de planification, système de suivi des effets du projet et rapports des différentes formations). La lecture de cette documentation a permis au consultant de disposer d'une large vision des différentes tâches et de dresser une première liste de 125 participants² qui ont bénéficié des formations. Ensuite, cette liste a été utilisée comme outils de base.

En plus de la documentation, il a été conçu un questionnaire qui est axé sur cinq principales préoccupations : i) l'identification du groupe cible intermédiaire bénéficiaire des formations, ii) son appréciation de la qualité des différentes formations qu'il a suivies, iii) les effets des formations sur son éventuel participation au processus de la SRP, iv) les effets des formations sur ses activités professionnelles, v) les effets des formations sur son environnement et, vi) ses conclusions et recommandations par rapport aux programmes de formation.

1.2. Déroulement des enquêtes à Conakry

Le questionnaire a été administré à Conakry et Labé par le consultant. Cette démarche requiert au moins deux avantages : i) éviter que les bénéficiaires ne remplissent pas eux même le questionnaire, ce qui aurait pu entraîner un risque de perte d'informations et, ii) collecter les effets des formations qui ne seraient pas lister dans le questionnaire et qui constituent des données capitales sur l'impact à partager.

C'est dans ce cadre que des rencontres ont été organisées avec les bénéficiaires des secteurs étatiques et non étatiques de la liste validée par l'équipe du Projet. Ainsi, 102 bénéficiaires des formations ont été enquêtées dont 3 bénéficiaires à Labé.

1.3. Dépouillement des questionnaires et élaboration du rapport

Le dépouillement des données de l'enquête quantitative s'est déroulé à Labé avec l'appui précieux d'un des agents du Projet. Cela s'est effectué avec le logiciel SPSS qui a permis de disposer de résultats assez intéressants (fréquences et tableaux croisés) qui sont analysés dans le présent rapport.

² Voir annexe 1.

2. Justification des actions de formation

Le renforcement des capacités des acteurs intermédiaires qui interviennent dans le processus de la réduction de la pauvreté au niveau central et dans la région de Labé occupe une place centrale dans les activités du Projet GTZ-ASRP. Ceci s'explique par des faiblesses et manquements qui ont été observés lors de l'élaboration et la mise en œuvre du DSRP en Guinée.

2.1. Faiblesses et manquements constatés dans le processus d'élaboration de la SRP

Avant de passer en revue le processus de la SRP, il paraît important de comprendre le contexte dans lequel le processus a été engagé.

2.1.1. Préoccupation du Gouvernement lors de l'élaboration du DSRP

La mauvaise tenue des finances publiques dans la période 1996-2000 a créé des dysfonctionnements dans la gestion de l'économie qui ont engendré une crise économique interprétée par certains partenaires comme des signes évidents de mauvaise gouvernance. La conséquence est que le pays ne bénéficie plus de programmes avec le FMI et la plupart des bailleurs de fonds, liant leur coopération financière à un tel programme ont substantiellement réduit ou ont suspendu leurs financements, y compris les aides budgétaires. Ainsi, en plus du FMI, la Banque Mondiale, la BAD, l'Union Européenne, la France, l'Allemagne et le Japon, principaux partenaires du pays ont suspendu leurs programmes de coopération d'une part pour certains et d'autres parts, on considérablement ralenti leur aides pour d'autres. De ce fait, il s'est créé une situation de tarissement de l'aide internationale.

En décembre 1999, la Guinée a été déclarée admise à l'initiative PPTE, c'est à dire qu'elle pourrait bénéficier d'un allègement assez substantiel de la dette et bénéficier de crédits concessionnels pour financer les projets et programmes. Pour accéder à ces faveurs, il fallait réaliser un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui sera la seule référence de tous les bailleurs de fonds. Au vue de la situation qui prévalait durant cette période, cette opportunité constituait la seule porte de sortie pour le Gouvernement. C'est dans ce contexte que le processus de la SRP a été engagé en Guinée. Donc, la principale motivation du Gouvernement lors de l'élaboration du DSRP était de satisfaire une des conditionnalités d'accéder aux fonds PPTE.

2.1.2. Processus d'élaboration, de validation et de mise en œuvre du DSRP

Le processus d'élaboration du DSRP a été piloté entièrement par le Gouvernement guinéen. Au début, il n'a bénéficié d'aucun appui. C'est une équipe de cadres des ministères des finances et du plan qui a synthétisé les documents de stratégies conçus par les autres départements sectoriels pour élaborer le document intérimaire en 1999. Par la suite, entre 2000 et 2001, le gouvernement a engagé une concertation avec les autres composantes de la société (société civile, secteur privé, les communautés de base et partenaires internationaux) pour approfondir la réflexion autour des axes qui ont été retenus. Les rencontres étaient organisés sous

formes de groupes de travail multipartites et ateliers spéciaux au niveau régional et national.

Au niveau des groupes de travail qui étaient essentiellement organisés à Conakry, des quotas pour tous les partenaires ont été prédéfinis par les autorités. Ainsi, les organisations de la société civile étaient faiblement représentées. En dehors du nombre assez réduit, les personnes ressources mobilisées par ces organisations avaient un niveau très faible ; d'où leur difficulté à faire des propositions structurées pour exprimer leurs points de vue. D'autres problèmes ont été identifiés : il s'agit par exemple de la disponibilité des documents de travail. Dans la majorité des cas, c'est dans la salle qu'ils prenaient possession de la documentation afférant à la rencontre. Dans ces conditions, il leur était impossible de participer avec efficacité aux travaux.

A l'intérieur du pays, les communautés dans la majorité des cas, vivent toujours avec les séquelles du dirigisme politique de la Première République. Il leur est difficile d'aller à contre courant et même de faire des remarques sur les options économiques du gouvernement. C'est ainsi que tous les ateliers qui se sont déroulés à l'intérieur du pays ont plus servi à avaliser les options déjà définies dans le document qu'à aller dans le sens de son amélioration.

Il est vrai que les groupes thématiques étaient composés des représentants de l'administration, des organisations de la société civile et des partenaires au développement. Mais ces représentants ne faisaient pas toujours la restitution auprès de leurs mandants et ils ne cherchaient pas aussi à avoir l'avis de leurs structures d'origine sur des questions importantes. Quant ils participaient aux travaux, ce sont leurs propres opinions et non ceux de leur structure de base qu'ils défendaient.

Lors de la mise en œuvre de la SRP, il s'est avéré qu'il existe de réels problèmes de priorisation entre les axes stratégiques. Etant donné que le processus a été piloté par l'administration, les problèmes liés à la mauvaise gouvernance n'ont pas fait l'objet de préoccupations majeures. Ainsi, lors de la mise en œuvre des actions de l'axe croissance économique, ces problèmes non résolus ont constitué des facteurs de blocage qui faisaient que tous les effets sont devenus faibles.

Ainsi, il apparaît nécessaire pour que le DSRP soit une référence qui englobe les préoccupations de la majorité des guinéens, que soit apporter des rectificatifs dans les domaines de la conception, du pilotage et du suivi de la mise en œuvre. Il s'agit d'améliorer le niveau de qualification des organisations de la société civile et les amener à mieux s'impliquer dans le processus et ii) améliorer la qualité de prestation des participants (ONG, consultants et agents de l'administration) impliqués dans le processus de la SRP en Guinée.

2.2. Place de la formation dans le Projet GTZ-ASRP en Guinée

Pour répondre aux différents défis et appuyer la levée de certaines contraintes identifiées lors de la mise en œuvre de la SRP, la coopération allemande a initié le Projet « Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté en Guinée » qui cible essentiellement le renforcement des capacités des différents acteurs impliqués dans le processus de la SRP.

2.2.1. L'importance des activités liées à la formation des participants

Si l'on se réfère au schéma de planification de la période d'avril 2004 à mars 2007, on constate que l'atteinte de l'objectif de phase passe par l'atteinte de quatre résultats : i) les exigences macroéconomiques sont prises en compte dans le SRP, ii) les acteurs non étatiques participent mieux à la conception et à la mise en œuvre de la SRP, iii) les outils de suivi-évaluation de la SRP sont élaborés, maîtrisés et appliqués, et iv) les conditions de formulation et de mise en œuvre de la SRP régionale de Labé sont améliorées. L'atteinte de chacune de ces résultats passe par la mise en œuvre d'un certain nombre d'activités dont la formation des acteurs impliqués dans la conception et la mise en œuvre de la SRP. Les activités de formation les plus importantes sont :

- appuyer la formation des cadres du Ministère du Plan pour la prise en compte des aspects de la SRP dans le cadrage macroéconomique ;
- appuyer l'organisation de rencontres de concertation et d'échanges entre les intervenants dans la SRP ;
- appuyer la formation et le perfectionnement des cadres impliqués dans le processus de la SRP ;
- appuyer le processus d'évaluation de la SRP ;

2.2.2. Pertinence des thèmes par rapport aux besoins de formation

Pour répondre aux besoins de formation des différents acteurs impliqués dans le processus de la SRP, 9 ateliers³ ont été organisés. Les thèmes ont porté sur :

- Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours d'initiation
- Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours de formation avancée
- Cours comprimé en évaluation de la SRP
- Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres – niveau 1
- Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres - niveau 2
- Système d'Information Géographique SIG
- Evaluation du profil de la pauvreté associé à un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS niveau 1)
- Evaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS niveau 2)
- Pauvreté, Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités institutionnelles et Humaines

2.2.2.1. Les cours portant sur « l'évaluation des stratégies de réduction de la Pauvreté »

Entre le septembre 2003 et décembre 2005, trois ateliers de formation ont été organisés sur des thèmes portant sur « l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ». Les objectifs ciblés ont porté sur deux axes : i) préparer un groupe d'experts nationaux à la conception et la mise en œuvre d'une évaluation à mi-parcours de la SRP, et ii) amener les décideurs à mieux s'impliquer dans le processus de la SRP.

³ Voir annexe 3 : Tableau synthétique des différentes formations

Les thèmes développés lors de ces trois ateliers ont porté sur : i) l'étude du DSRP guinéen et celui de quelques pays africains, ii) la définition des concepts et l'étude des outils et instruments nécessaires pour une évaluation de la SRP, iii) les différentes méthodes de l'évaluation participative et les différentes étapes d'une évaluation. Des travaux de groupes ont été organisés et ont porté sur des cas pratiques de diagnostic de projets de lutte contre la pauvreté ou la simulation d'un processus d'évaluation. Pour éviter une cassure avec l'objectif global recherché, des séances consacrées à l'étude des rapports de la mise en œuvre de la SRP ont aussi été organisées. Les débats ont permis de mieux cerner les insuffisances du DSRP et les faiblesses et contraintes de sa mise en œuvre.

Ces ateliers ont réunis les cadres du Secrétariat Permanent de la SRP, des consultants et des personnes ressources de l'administration, des ONG.

2.2.2.2. Le cours portant sur le « Système d'Information Géographique »

L'objectif général de ce cours est d'initier les évaluateurs à l'utilisation de la cartographie pour les amener à améliorer leurs prestations de services. Les différents thèmes ont porté sur l'historique, la terminologie utilisée en cartographie et son évolution vers le Système d'Information Géographique, les caractéristiques et domaines d'application du Système d'Information Géographique, les questions type dont les réponses sont attendues d'un SIG, et l'initiation au logiciel Arc Explorer, ses caractéristiques et sa place sur la marché actuel des logiciels de SIG.

Cet atelier avait ciblé les membres de l'Association Guinéenne des Evaluateurs (AGEVAL).

2.2.2.3. Les cours portant sur les « Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres »

L'objectif de ce cours est d'accroître les connaissances des membres des groupes thématiques « macroéconomie et croissance économique » dans le domaines de Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres (CFP). De façon explicite, il s'agit, d'amener les membres des groupes thématiques, dans le cadre de l'élaboration du DSRP 2 à s'inspirer des approches, instruments et techniques définis dans les Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres, en terme de création d'emplois, de valorisation des ressources, de marchés et de production d'effets sur le développement des infrastructures de base et de prise en compte des thèmes transversaux.

Les cours ont ciblé les membres des groupes thématiques « Macroéconomie et croissance économique » et des personnes ressources du secteur privé.

2.2.2.4. Les cours portant sur le « Simulateur Macroéconomique pour l'Analyse de la Pauvreté (PAMS) »

Le simulateur macroéconomique pour l'analyse de la pauvreté (PAMS) a pour objectif de mieux adapter le Modèle de Simulation pour l'Economie Guinéenne (MSEGUI) à l'élaboration et au suivi de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Il permet d'effectuer des micro simulations pour analyser l'impact sur le pauvreté des scénarios macro-économiques établis avec le modèle macro-économique MSEGUI de la Direction Nationale du Plan. C'est pour cette raison que le séminaire a ciblé le

personnel de la Division des Etudes et Stratégies Macroéconomiques (DESM) qui sont chargés de réaliser le cadrage macroéconomique, les responsables des services statistiques des départements sectoriels qui fournissent des données à la Direction Nationale du Plan et les services chargés de la prévision et des études économiques du Ministère de l'Economie et des Finances et de la Banque Centrale.

Il est important de signaler que les relations entre la Direction Nationale du Plan et ces services statistiques cités ci-dessus n'étaient pas de nature à faciliter la transmission des données pour l'élaboration d'un cadrage macroéconomique correct. Ainsi dans le passé, presque toutes les prévisions macroéconomiques étaient basées sur des données estimées et des extrapolations.

Avant la tenue des ateliers, il a été initié des appuis à la Direction Nationale du Plan. Ces appuis ont porté sur :

- La consolidation de la mise en œuvre du Simulateur Macro-économique pour l'Analyse de la Pauvreté (PAMS) à la DNP et au calibrage compte tenu des données disponibles, notamment celles provenant de l'Enquête Intégrale de Base pour l'Evaluation de la Pauvreté (EIBEP 2003/04) ;
- La mise en œuvre dans le MSEGUI, du module « Ressources Emplois » et l'établissement des Tableaux Ressources emplois (TRE) de base pour l'année 2003, construite à partir des données de la comptabilité nationale préparées par la Division Comptabilité Nationale ;
- L'adjonction au TRE d'une grille de passage pour ventiler les revenus primaires entre les différents groupes socioéconomiques conformément à la nomenclature de l'EIBEP.

Le programmes des deux ateliers a porté sur des démonstrations du modèle et des travaux pratiques pour établir des scénarios macroéconomiques et mesurer les l'impact de ces projections sur les indicateurs de la pauvreté et, ii) permettre aux représentants des départements sectoriels de s'accorder sur les données disponibles et de proposer l'organisation d'échanges réguliers et une collaboration plus étroite entre les services lors de l'élaboration du cadrage macroéconomique.

2.2.2.5. Le cours portant sur « Pauvreté, bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines »

Ce cours a été initié au profit des membres du groupe thématique « Gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines » qui sont chargés de réviser le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté dans ce domaine. Les objectifs ciblés par la formation sont : i) contribuer à la préparation de la deuxième phase de la SRP en Guinée, surtout dans le domaine de la gouvernance, ii) renforcer les connaissances des participants relatives aux rapports entre la pauvreté d'un côté, et la gouvernance et les capacités des pouvoirs publics de l'autre, et, iii) définir les possibilités d'opérationnalisation des principes de la bonne gouvernance dans le cadre du DSRP 2.

Il s'agissait surtout de renforcer les compétences du groupe thématique dans les domaines de la Gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines, afin de les amener à mieux identifier les problèmes et contraintes et de proposer des mesures appropriées. Les thèmes ont porté sur : i) les forces et faiblesses de la SRP dans le domaine de gouvernance, ii) les problèmes existant

dans les secteurs focaux, iii) les principaux objectifs à réaliser dans les secteurs focaux, iv) les indicateurs de suivi de la gouvernance, v) les principales caractéristiques de la « bonne gouvernance », vi) les questions clés à soumettre à l'évaluation de la première phase de la SRP, et vii) les aspects transversaux (genre, VIH/SIDA et environnement).

Le projet ASRP œuvre dans le sens de la levée des contraintes qui ont été identifiées lors de la conception et la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. Il s'agissait essentiellement : i) d'améliorer le niveau de qualification des acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans le processus, ii) appuyer la participation des acteurs non étatiques au processus de la SRP, iii) renforcer les capacités des structures chargées de la gestion du processus, etc. Les premières actions qui ont été ciblées ont trait aux besoins du projet d'évaluation de la première phase de mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée. C'est dans ce cadre que les premiers ateliers ont ciblé les personnes ressources de l'administration, des ONG et du secteur privé en vue de disposer d'un réseau national d'évaluateurs, et des décideurs de l'administration publique impliqués dans la programmation et la mise en œuvre de l'évaluation de la SRP. Les autres ateliers ont ciblé les cadres de l'administration impliqués dans la gestion des informations nécessaires à l'élaboration des politiques économiques afin qu'ils puissent mieux se pencher sur les besoins des pauvres.

Lors des ateliers toutes les évaluations du niveau des connaissances qui se sont déroulés dès le début et à la fin ont montré que les participants maîtrisent de façon satisfaisante les outils et instruments qui ont été enseignés. En conclusion, on peut admettre que globalement, les objectifs ciblés par ces ateliers, leur contenu et les groupes cibles oeuvrent à l'atteinte de l'objectif global de Projet ASRP.

3. Appréciation de la qualité des thèmes de formations

L'appréciation de la qualité des thèmes sera réalisée de façon globale par les fréquences des différentes réponses et selon l'appartenance du participant des formations. Au préalable, il sera procédé à une répartition des différents bénéficiaires selon leur zone de résidence et leur structure.

3.1. Zone de résidence et structures d'appartenance des différents participants

La taille de l'échantillon est de 102 participants des différentes formations. Elle est composée à 97,1% de résidents à Conakry. Les autres (3 bénéficiaires) sont des résidents de Labé. Ce qui implique que les formations ont essentiellement ciblé des participants qui résident à Conakry. Ceci s'explique par le fait que l'essentiel des activités (publiques et privées) sont basées dans la capitale.

Tab 1. Lieu de résidence des personnes enquêtées

Lieu de résidence	Fréquence	%
Conakry	99	97,1%
Labé	3	2,9%
Total	102	100,0%

Si l'on se base sur leur structure d'appartenance (tab 2.), les 60,8% de la taille de l'échantillon sont des agents de l'Administration. Les autres secteurs les plus représentés parmi les bénéficiaires des formations sont les organisations non gouvernementales et le secteur privé dont les groupes cibles représentent respectivement 13,7% et 11,8% de l'échantillon. Il existe d'autres secteurs qui sont représentés dans l'échantillon. Ceux sont : les projets et programmes (5,9%), les organisations professionnelles (4,9%) et les autres (structures républicaines) pour 2,9%.

Globalement la répartition des bénéficiaires des différentes formations est assez équilibrée (60,8% des acteurs formés sont du secteur public et 39,2% proviennent des secteurs non étatiques). Ce constat va dans le sens souhaité à savoir, renforcer les capacités des acteurs non étatiques, en vue de mieux les impliquer dans le processus de la SRP en Guinée.

Tab 2. Provenance des groupes intermédiaires enquêtés

Types de groupes intermédiaires	Fréquence	%
Administration	62	60,8%
Projets et programmes	6	5,9%
Collectivités décentralisées	0	-
Organisations Non Gouvernementales	14	13,7%
Organisations professionnelles	5	4,9%
Secteur privé	12	11,8%
Autres secteurs	3	2,9%
Total	102	100,0%

3.2. Appréciation général de la qualité des formations

Si l'on se base sur les objectifs et groupes cibles, les différents thèmes de formation peuvent être scindés en trois catégories. La première est constituée des deux thèmes portant sur l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté (cours d'initiation et avancé) et le système d'information géographique. Leur particularité, est que le but recherché, sera de former un réseau de prestataires dans les domaines de l'évaluation et de la cartographie, en vue d'appuyer le processus d'évaluation de la SRP et l'élaboration du DSRP 2. Ainsi, les groupes sont constitués de consultants et personnes ressources provenant de l'administration et des ONG.

Tab 3. Formations suivies par type de participants en valeurs absolus

Formations	Types de participants						Total
	Adminstrat.	Projets et Program,	ONG	Organisat, profession,	Secteur privé	Autres	
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours d'initiation	18	1	4	0	4	0	27
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours de formation avancée	16	2	3	0	5	0	26
Cours comprimé en évaluation de la SRP	12	1	0	1	0	0	14
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 1	13	2	1	2	0	0	18
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 2	15	1	0	2	2	0	20
Système d'Information Géographique SIG	4	0	2	0	5	0	11
Evaluation du profil de la pauvreté associé à un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 1)	17	0	0	0	0	0	17
Evaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 2)	19	0	0	0	0	0	19
Pauvreté, Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités institutionnelles et Humaines	9	3	10	2	5	3	32

La deuxième catégorie comprend le cours comprimé en évaluation, les thèmes portant sur les politiques de croissance en faveur des pauvres et le « simulateur macroéconomique pour l'analyse de la pauvreté ». L'objectif global recherché est d'amener les décideurs à mieux connaître le processus de la SRP afin d'amener les cadres de l'administration à intégrer le phénomène de la pauvreté dans les

différentes politiques et modélisations économiques. C'est ce qui explique la prépondérance des agents de l'Administration dans les personnes ciblées.

Quant à la troisième catégorie, elle est composée de l'unique thème « pauvreté, bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines ». Les personnes ciblées sont les membres des groupes thématiques Bonne Gouvernance Renforcement des Capacités » et « Suivi Evaluation ». L'objectif recherché est de les amener à mieux intégrer ces dimensions dans le DSRP 2.

De façon globale, les différents thèmes de formation ont été bien appréciés par les participants. En moyenne 48,0% des bénéficiaires ont apprécié les thèmes de façon « très bonne » et 49,9% de façon « bonne ». Donc globalement, le niveau de satisfaction de la qualité des thèmes est de 97,9%.

Tab 4. Niveau d'appréciation des différentes formations en valeurs relatives

Formation	Appréciation				Total
	Très bonne	Bonne	Moyenne	Passable	
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours d'initiation	66,7%	33,3%	-	-	100,0%
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours de formation avancée	61,5%	38,5%	-	-	100,0%
Cours comprimé en évaluation de la SRP	35,7%	57,1%	-	7,1%	100,0%
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 1	50,0%	50,0%	-	-	100,0%
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 2	45,0%	55,0%	-	-	100,0%
Système d'Information Géographique SIG	27,3%	72,7%	-	-	100,0%
Evaluation du profil de la pauvreté associé à un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 1)	52,9%	47,1%	-	-	100,0%
Evaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 2)	36,8%	57,9%	-	5,3%	100,0%
Pauvreté, Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités institutionnelles et Humaines	56,3%	37,5%	3,1%	3,1%	100,0%

Si l'on se base sur les résultats du tableau 4, les thèmes dont les participants ont donné une très bonne appréciation sont par ordre d'importance, le cours d'initiation et le cours avancé de l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté pour respectivement 66,7% et 61,5%. Ils sont suivis par le thème portant sur « Pauvreté,

Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités Institutionnelles et Humaines » pour 56,3%, l'évaluation du profil de la pauvreté associé à un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 1) pour 52,9% et « Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 1 » pour 50,0%.

Les thèmes dont l'appréciation est bonne sont par ordre d'importance : « le Système d'Information Géographique SIG pour 72,7%, « l'évaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 2) pour 57,9%, le cours comprimé en évaluation de la SRP pour 57,1% et « Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 2 » pour 55%.

3.3. Appréciation par les différents types de participants

Si l'on résonne par type de groupes d'intermédiaires, on parvient aux constats suivants :

Tab 5. Appréciation « très bonne et bonne » de la qualité des formations par types de participants en valeurs relatives

Formations	Types de participants					
	Adminstrat.	Projets et Program,	ONG	Organisat, profession,	Secteur privé	Autres
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours d'initiation	29,0%	16,7%	28,6%	-	33,3%	-
Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté - Cours de formation avancée	25,8%	33,3%	21,4%	-	41,7%	-
Cours comprimé en évaluation de la SRP	17,7%	16,7%	-	20,0%	-	-
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 1	21,0%	33,3%	7,1%	40,0%	-	-
Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres 2	24,2%	16,7%	-	40,0%	16,7%	-
Système d'Information Géographique SIG	6,5%	-	7,1%	-	41,7%	-
Evaluation du profil de la pauvreté associé à un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 1)	27,4%	-	-	-	-	-
Evaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 2)	29,0%	-	-	-	-	-
Pauvreté, Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités institutionnelles et Humaines	12,9%	50,0%	64,3%	40,0%	41,7%	66,7%

Les acteurs provenant de l'Administration apprécient plus les thèmes portant sur « le cours d'initiation de l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté » et « l'évaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI (PAMS 2) » 29,0% des agents de l'Administration les trouvent très bonne ou bonne.

Quant aux autres acteurs provenant des projets et programmes, des ONG, des organisations professionnelles, du secteur privé et des autres secteurs, le thème le plus apprécié est « Pauvreté, Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités institutionnelles et Humaines ». Entre 40,0% et 66,7% des bénéficiaires l'apprécient par « très bonne ou bonne ».

4. Effets des formations sur les activités liées au processus de la SRP

Les effets des formations sur les activités liées au processus de la SRP seront appréciés sur deux axes : i) les incidences des formations sur le processus de la SRP et ii) les effets sur le niveau de qualification des participants des formations.

4.1. Incidences des formations sur le processus de la SRP

4.1.1. Effets globaux sur le processus de la SRP

Sur les 102 participants constituant l'échantillon, 78 soit 76,5% sont plus ou moins impliqués dans le processus de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Sur ce lot, 61 participants soit 78,2% des participants au processus de la SRP affirment que les différentes formations leur ont permis de connaître des approches et outils indispensables pour participer de façon effective au processus de révision du DSRP, 73,1% soit 57 participants affirment disposer de nouveaux instruments pour réaliser leur mission dans le processus de la SRP et, 30 participants ou 38,5% affirment mieux connaître leur rôle dans le processus de la SRP.

En se basant sur les objectifs des différentes formations qui concourraient à l'amélioration du niveau de prestation des différents acteurs (étatiques et non étatiques) à s'impliquer dans le processus de la SRP, on peut affirmer que les incidences des formations sur le processus sont globalement positives.

Tab 6.
Incidences des formations sur la participation
au processus de la SRP

Types d'incidences	Fréquences	%
Elles m'ont permis de mieux connaître mon rôle	30	38,5%
Elles m'ont permis de disposer de nouveaux instruments pour mieux réaliser ma mission	57	73,1%
Elles m'ont permis de connaître des approches et outils indispensables pour participer de façon effective au processus de révision du DSRP	61	78,2%
Elles n'ont aucun effets ou des effets négatives sur ma participation au processus de la SRP	1	1,3%
Autres	5	6,4%

4.1.2. Effets sur les membres des structures de la SRP

47 participants de l'échantillon sont membres des structures de la SRP. Il sont répartis comme suit :

- Groupe thématique Gouvernance et renforcement des capacités : 14 ;
- Groupe thématique Croissance Macroéconomie : 15 ;
- Groupe thématique Secteurs sociaux : 3 ;
- Groupe thématique Suivi Evaluation : 10 ;
- Cellule Communication et Culture : 4⁴ ;
- Cellule Suivi Technique : 3.

Tab 7.
Membres des structures de la SRP qui ont été enquêtés

Types de structures	Fréquences
Gouvernance et Renforcement des Capacités	14
Croissance Macroéconomique	15
Secteurs sociaux	3
Suivi Evaluation	10
Communication et Culture	4
Suivi Technique	3

Au regard du tableau 8, le niveau des incidences sur le processus de la SRP est variable selon le groupe thématique ou la cellule du groupe cible.

Pour le groupe thématique Gouvernance et Renforcement des Capacités, 85,7% des membres enquêtés disposent de nouveaux instruments pour réaliser leur mission et la même proportion connaît aussi des approches et méthodes indispensables à leur participation au processus de révision du DSRP. Par rapport à la connaissance de leur rôle dans le processus de la SRP, 57,1% des membres enquêtés se sont prononcés.

Quant au groupe thématique Croissance Macroéconomique, 86,7% des membres enquêtés connaissent des approches et méthodes indispensables à leur participation au processus de révision du DSRP et 60% disposent de nouveaux instruments pour réaliser leur mission.

Les 100% membres enquêtés du groupe thématique Secteurs sociaux connaissent mieux leur rôle ainsi que des approches et méthodes indispensables à leur participation au processus de révision du DSRP et disposent de nouveaux instruments pour mieux réaliser leur mission.

Le même constat est aussi valable pour les membres enquêtés du groupe thématique suivi évaluation, de la cellule de communication et culture et de la cellule de suivi technique.

⁴ Deux membres de la Cellule de Communication sont en même temps membres des groupes thématique gouvernance et renforcement des capacités et suivi évaluation.

Tab 8. Incidences sur le processus pour les membres des structures de la SRP en valeurs relatives

Types d'incidences	Structures de la SRP					
	Gouvernance et Renforcement des Capacités	Croissance Macroéconomique	Secteurs sociaux	Suivi Evaluation	Communication et Culture	Suivi Technique
Elles m'ont permis de mieux connaître mon rôle	57,1%	33,3%	100,0%	50,0%	75,0%	-
Elles m'ont permis de disposer de nouveaux instruments pour mieux réaliser ma mission	85,7%	60,0%	100,0%	80,0%	100,0%	100,0%
Elles m'ont permis de connaître des approches et outils indispensables pour participer de façon effective au processus de révision du DSRP	85,7%	86,7%	100,0%	70,0%	100,0%	33,3%
Elles n'ont aucun effets ou des effets négatives sur ma participation au processus de la SRP	-	-	-	-	-	-

4.1.3. Effets des formations selon le type de participants

Globalement, les incidences des formations les plus élevées ont été constatées sur la découverte de nouveaux instruments pour permettre aux bénéficiaires de réaliser leur mission dans le processus de la SRP et la maîtrise de nouvelles approches et des outils leur permettant de participer de façon effective au processus de révision du DSRP

En se référant aux données du tableau 9, 67,7% des acteurs venant des projets et programmes et 66,1% des agents de l'Administration enquêtés affirment disposer de nouveaux instruments pour assurer leur rôle dans le processus de la stratégie de réduction de la pauvreté.

Quant à la maîtrise de nouvelles méthodes et des outils, presque tous les types d'acteurs se sont prononcés massivement et positivement. Ainsi, les agents de l'Administration enquêtés se sont prononcés à hauteur de 69,4%, Ceux venant des projets et programmes à 50%, les participants venant du secteur privé à 50% et les autres secteurs (institutions républicaines et comité national de lutte contre la corruption) à 66,7%.

Ceci dénote une fois de plus que les formations ont fortement influencé les actions des participants au processus de la stratégie de réduction de la pauvreté.

Tab 9. Incidences sur le processus par types d'acteurs en valeurs relatives

Types d'incidences	Types de participants					
	Adminstrat.	Projets et Program,	ONG	Organisat, profession,	Secteur privé	Autres
Elles m'ont permis de mieux connaître mon rôle	33,9%	33,3%	21,4%	20,0%	25,0%	-
Elles m'ont permis de disposer de nouveaux instruments pour mieux réaliser ma mission	66,1%	66,7%	42,9%	20,0%	41,7%	-
Elles m'ont permis de connaître des approches et outils indispensables pour participer de façon effective au processus de révision du DSRP	69,4%	50,0%	35,7%	20,0%	58,3%	66,7%
Elles n'ont aucun effets ou des effets négatives sur ma participation au processus de la SRP	-	-	-	-	8,3%	-

4.2. Niveau d'amélioration de la qualification des participants

L'amélioration de la qualification des participants sera mesurée à deux niveaux : i) le premier sera constitué au secteur d'appartenance du bénéficiaire et ii) le second se façon spécifique sera axé sur (l'amélioration du niveau de qualification des membres des structures de la SRP.

4.2.1. Niveau d'amélioration « très fort et fort » de la qualification selon l'appartenance du participant

L'apport des formations à l'amélioration de la qualification des participants est assez important. Du tableau 10, il en découle qu'en moyenne, les niveaux d'appréciation « très fort et fort » les plus élevés ont été enregistrés par les travaux dans les groupes thématiques. Ceci veut dire que l'effet le plus important des formations est de relever le niveau des débats dans les groupes thématiques. Ce résultat se comprend en raison de l'importance des membres dans l'échantillon (46%). Les niveaux d'amélioration de la qualification les plus élevés sont enregistrés chez les bénéficiaires provenant des projets et programmes (50%) et des organisations professionnelles (40%). Ils sont suivis de ceux provenant de l'Administration (38 !7%) et des ONG (35,7%).

En dehors de ces travaux, les bénéficiaires provenant du secteur privé ont estimé à 50% que les formations ont amélioré leur qualification pour mieux participer au processus de l'évaluation du DSRP.

Les autres bénéficiaires (ceux provenant des institutions républicaines) affirment à 66,7% que les formations leur ont permis de mieux participer aux débats initiés par la Cellule de Suivi Technique de la SRP.

Tab 10. Apport "très fort et fort" des formations sur la qualification des participants en valeurs relatives

Formation	Types de participants					
	Adminstrat.	Projets et Program,	ONG	Organisat, profession,	Secteur privé	Autres
A l'évaluation de la SRP	21,0%	16,7%	14,3%	-	50,0%	-
Aux travaux dans les groupes thématiques	38,7%	50,0%	35,7%	40,0%	25,0%	33,3%
Aux travaux de la cellule de suivi technique	11,3%	16,7%	14,3%	-	-	-
Aux travaux de la cellule Communication	8,1%	-	-	-	-	-
Utilisation des outils du PAMS pour analyser l'impact de la pauvreté	14,5%	-	-	-	8,3%	-
Utilisation des outils du PAMS dans l'élaboration du cadrage macroéconomique	14,5%	-	-	-	8,3%	-
Aux débats au Secrétariat Technique de Suivi	19,4%	16,7%	7,1%	20,0%	-	66,7%
Utilisation du Système d'information géographique dans l'analyse de l'impact de la pauvreté.	1,6%	-	7,1%	-	-	-
Utilisation du Système d'Information Géographique dans le cadre d'une meilleure présentation de la situation de la pauvreté en Guinée	3,2%	-	-	-	-	-

4.2.2. Niveau d'amélioration de la qualification des membres des structures de la SRP

Pour les bénéficiaires enquêtés et membres des groupes thématiques et des autres cellules de la SRP, le constat devient de plus en plus net. Les membres de la cellule de suivi technique ont affirmé à 66,7% que les formations ont amélioré leur participation aux débats de la cellule de suivi. De même, les membres de la Cellule Communication disent la même chose. Tous affirment que les formations ont amélioré leur façon de travailler dans la Cellule de Communication et Culture.

Il en est de même pour les membres des groupes thématiques. Ils ont affirmé à une écrasante majorité que les formations leur ont permis d'améliorer la qualité des débats. Les taux d'amélioration pour les membres des groupes thématique sont compris entre 80,0% et 100,0%.

Tab 11. Apports "très fort et fort" des formations à la qualification des membres des structures de la SRP en valeurs relatives

Paramètres	Structures de la SRP					
	Gouvernance et Renforcement des Capacités	Croissance Macroéconomique	Secteurs sociaux	Suivi Evaluation	Communication et Culture	Suivi Technique
A l'évaluation de la SRP	14,3%	20,0%	-	30,0%	50,0%	33,3%
Aux travaux dans les groupes thématiques	92,9%	86,7%	100,0%	80,0%	50,0%	33,3%
Aux travaux de la cellule de suivi technique	14,3%	6,7%	-	40,0%	-	33,3%
Aux travaux de la cellule Communication	14,3%	-	-	-	100,0%	33,3%
Utilisation des outils du PAMS pour analyser l'impact de la pauvreté	7,1%	6,7%	-	-	-	-
Utilisation des outils du PAMS dans l'élaboration du cadrage macroéconomique	7,1%	-	-	-	-	-
Aux débats au Secrétariat Technique de Suivi	14,3%	20,0%	33,3%	50,0%	-	66,7%
Utilisation du Système d'information géographique dans l'analyse de l'impact de la pauvreté.	-	-	-	10,0%	-	-
Utilisation du Système d'Information Géographique dans le cadre d'une meilleure présentation de la situation de la pauvreté en Guinée	-	-	-	10,0%	-	-

Au vue des différents résultats tant sur les incidences positives des formations sur le processus de la stratégie de réduction de la pauvreté que sur l'amélioration du niveau de qualification des différents acteurs impliqués dans la processus, il est possible de conclure que les formations ont des effets positifs sur les différentes phases (conception, mise en œuvre et évaluation) de la SRP en Guinée.

5. Effets des formations sur les activités professionnelles des participants

Les effets des formations sur les activités professionnelles seront appréciés à travers l'appartenance du participant et selon le type d'impact sur les membres des structures de la SRP qui sont plus impliqués dans le processus.

5.1. Effets des formations sur les activités professionnelles selon l'appartenance du participant

5.1.1. Effets globaux

Globalement, les participants ont affirmé à une écrasante majorité que les formations reçues ont des effets positifs sur leurs activités professionnelles. Le niveau d'appréciation est de 98%. Ce sont uniquement 2 participants représentant 2% de l'échantillon qui ont affirmé le contraire.

Tab 12. Acteurs dont les formations ont des effets sur les activités professionnelles

Existence d'effets sur les activités professionnelles	Fréquence	%
Oui	100	98,0%
Non	2	2,0%
Total	102	100,0%

Si l'on se réfère aux résultats du tableau 13, on constate que les deux participants qui ont affirmé que les formations n'ont pas d'effets sur leurs activités professionnelles sont des agents de l'Administration. Par contre, tous les participants qui relèvent des autres secteurs ont affirmé à 100% le contraire.

Tab 13. Existence d'impact sur les activités professionnelles par types de participants

Existence d'impact sur les activités professionnelles	Types de participants					
	Adminstrat.	Projets et Program,	ONG	Organisat, profession,	Secteur privé	Autres
Oui	96,8%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Non	3,2%	-	-	-	-	-
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

5.1.2. Effets des formations sur les activités professionnelles par type de participant

En essayant de comprendre en quoi les formations initiées dans le cadre du projet GTZ-ASRP ont des effets positifs sur les activités professionnelles des participants, les résultats atteints dans le tableau 14 ont été plus ou moins très variés.

Pour les agents de l'Administration, les effets ont été ressentis à deux niveaux : dans l'organisation du travail (66,1%) et dans la collaboration avec les autres partenaires

(58,1%). Ces résultats peuvent se comprendre dans la mesure où tous les approches et méthodes apprises lors des formations oeuvrent dans le sens d'une meilleure rationalisation des méthodes de travail. En plus, lors des entretiens, un responsable de la gestion du système d'informations d'un département sectoriel à affirmé que « les formations initiées par le projet GTZ-ASRP ont facilité la collaboration entre le Ministère du Plan et les autres départements sectoriels dans le domaine de la transmission des données et les échanges d'informations. Actuellement nous recevons régulièrement le tableau de bord de l'économie guinéenne et les autres documents élaborés par le Plan. Ceci n'existait pas avant ces formations ». Les propos de ce responsable d'un département ministériel dénotent l'importance de l'impact des formations sur les activités professionnelles.

Pour les membres des participants qui relèvent des projets et programmes, les effets positifs les plus importants ont eu lieu dans les domaines de la collaboration avec les autres partenaires (83,3%), la préparation des plans d'action, l'organisation du travail, le suivi des activités de leurs propres structures et, la capacité de négociation avec les autres partenaires pour un taux d'appréciation de (50%).

Tab 14. Formes d'impact "très fort et fort" sur les activités professionnelles par types de participants en valeurs absolues

Formes d'impact	Types de participants					
	Adminstrat.	Projets et Program,	ONG	Organisat, profession,	Secteur privé	Autres
Compréhension de ma mission	46,8%	33,3%	35,7%	40,0%	33,3%	66,7%
Préparation de mes plans d'action	32,3%	50,0%	50,0%	40,0%	41,7%	-
Mise en œuvre et évaluation des plans d'action	33,9%	16,7%	42,9%	20,0%	25,0%	33,3%
Organisation du travail	66,1%	50,0%	64,3%	60,0%	58,3%	33,3%
Suivi des activités de la structure dans laquelle je travaille	43,5%	50,0%	57,1%	-	33,3%	33,3%
Une évaluation des actions et le suivi des plans de remédiation	21,0%	-	35,7%	-	16,7%	-
Collaboration avec les autres partenaires	58,1%	83,3%	71,4%	60,0%	50,0%	-
Préparation des offres techniques	14,5%	-	21,4%	-	8,3%	-
Capacités de négociation avec les autres partenaires	29,0%	50,0%	57,1%	60,0%	25,0%	33,3%
Capacités de rédiger des rapports ou de présenter des données	43,5%	16,7%	14,3%	-	33,3%	33,3%
Recherches dans Internet	12,9%	-	-	-	16,7%	-
Animation des réunions	33,9%	33,3%	64,3%	20,0%	25,0%	33,3%

Pour les participants relevant des ONG, les effets les plus importants ont été ressentis dans la collaboration avec les autres partenaires (71,4%), l'organisation du travail (64,3%), le suivi des activités de leur ONG, la capacité de négociation avec les autres partenaires pour (57,1%) et la préparation des plans d'action pour (50,0%).

Les membres des organisations professionnelles pensent que les effets les plus importants ont été ressentis dans l'organisation du travail, la collaboration avec les autres partenaires et la capacité de négociation. Le niveau d'appréciation pour chacun de ces aspects est de (60,0%).

Les bénéficiaires du secteur privé affirment que les effets ont été ressentis dans les domaines de l'organisation du travail (58,3%) et la collaboration avec les autres partenaires (58,3%).

Quant aux autres (institutions républicaines et comité national de lutte contre la corruption), ils ont affirmé mieux comprendre leur mission (66,7%). Ceci peut se comprendre dans la mesure où ce sont des structures qui n'étaient pas largement impliquées dans le processus de la stratégie de réduction de la pauvreté.

5.2. Appréciation du niveau des effets sur les activités professionnelles des membres des structures de la SRP

L'appréciation du niveau des effets sur les activités professionnelles des membres des structures de la SRP sera axée sur une appréciation globale et les domaines dans les quels les effets ont été dominants.

5.2.1. Appréciation global du niveau des effets sur les activités professionnelles

En moyenne, 82,1% des membres des structures de la SRP admettent que les formations reçues ont des effets indéniables sur leurs activités professionnelles. Les participants qui ont exprimé un impact « très fort et fort » relèvent des groupes thématiques Croissance Macroéconomique (93,3%), Gouvernance et Renforcement des Capacités Institutionnelles (92,9%) et Suivi Evaluation (90,0%). Ils sont suivis des deux cellules (Communication – Culture et Suivi Technique) qui ont enregistré chacune 75,0% et le groupe thématique Suivi Evaluation (90,0%).

Tab 15. Existence d'effets sur les activités professionnelles des membres des structures de la SRP en valeurs relatives

Existence ou non d'effets sur les activités professionnelles	Structures de la SRP					
	Gouvernance et Renforcement des Capacités	Croissance Macroéconomique	Secteurs sociaux	Suivi Evaluation	Communication et Culture	Suivi Technique
Oui	92,9%	93,3%	66,7%	90,0%	75,0%	75,0%
Non	7,1%	6,7%	33,3%	10,0%	25,0%	25,0%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

5.2.2. Appréciation du type d'effets sur les activités professionnelles du membre

Les domaines dans les quels l'impact est très important varient en fonction de l'appartenance du participant à telle ou telle structure de la SRP.

Pour les membres du groupe thématique Gouvernance et Renforcement des Capacités Institutionnelles, l'impact le plus important a été ressenti dans la compréhension de sa mission. Le niveau d'appréciation est de 78,6%. La collaboration avec les autres partenaires vient en seconde position pour 71,4%, il est suivi du suivi des activités de sa structure (57,1%). Les autres domaines : capacité de négociation, capacité de rédiger des rapports ou de présenter des données et animation de réunion sont accrédités de 50,0%.

Pour les participants relevant du groupe thématique Croissance Macroéconomique, le seul domaine ou les effets des formations ont été fortement ressentis est l'organisation du travail. Le taux d'appréciation est de 60,0%.

Les participants des groupes sociaux bénéficiaires des formations affirment que les domaines ou l'impact est ressenti de façon très fort ou fort sont : la compréhension de la mission, la mise en œuvre des plans d'action, la collaboration avec les autres partenaires et l'animation de réunions. Pour tous ces domaines d'intervention, le niveau d'appréciation est de 66,7%.

En ce qui concerne les participants relevant du groupe thématique « Suivi Evaluation », le domaine ou les effets ont été fortement ressentis est la compréhension de leur mission (80,0%). Le domaine suivant est le suivi des activités de leur structure (60,0%). Les autres domaines tels que la mise en œuvre des plans d'action, l'organisation du travail, la collaboration avec les autres partenaires et la capacité de négociation. Le niveau d'appréciation pour chacun des domaines est de 50%.

Pour les participants appartenant à la cellule Communication et Culture, Ils affirment tous que les effets les plus importants ont été ressentis dans les domaines suivants : la préparation des plans d'action, la collaboration avec les partenaires et la capacité de négociation. Le niveau d'appréciation est de 100%. Les domaines où les effets ont été aussi importants sont : la compréhension de leur mission, la mise en œuvre des plans d'action et l'animation des réunions. 75,0% des participants l'ont affirmé.

Quant aux participants relevant de la cellule de Suivi Technique de la SRP, les effets dominants ont été ressentis au niveau de l'organisation du travail et la collaboration avec les autres partenaires. 66,7% des participants l'ont affirmé.

Tab 16. Types d'effets "très fort et fort" sur les activités professionnelles des membres des structures de la SRP en valeurs relatives

Types d'effets	Structures de la SRP					
	Gouvernance et Renforcement des Capacités	Croissance Macroéconomique	Secteurs sociaux	Suivi Evaluation	Communication et Culture	Suivi Technique
Compréhension de ma mission	78,6%	46,7%	66,7%	80,0%	75,0%	-
Préparation de mes plans d'action	42,9%	40,0%	-	40,0%	100,0%	-
Mise en œuvre et évaluation des plans d'action	28,6%	33,3%	66,7%	50,0%	75,0%	-
Organisation du travail	42,9%	60,0%	33,3%	50,0%	25,0%	66,7%
Suivi des activités de la structure dans laquelle je travaille	57,1%	40,0%	33,3%	60,0%	50,0%	-
Une évaluation des actions et le suivi des plans de remédiation	14,3%	13,3%	33,3%	30,0%	-	-
Collaboration avec les autres partenaires	71,4%	40,0%	66,7%	50,0%	100,0%	66,7%
Préparation des offres techniques	7,1%	-	33,3%	40,0%	25,0%	-
Capacités de négociation avec les autres partenaires	50,0%	33,3%	33,3%	50,0%	25,0%	-
Capacités de rédiger des rapports ou de présenter des données	50,0%	26,7%	33,3%	40,0%	100,0%	-
Recherches dans Internet	-	6,7%	33,3%	20,0%	25,0%	-
Animation des réunions	50,0%	33,3%	66,7%	40,0%	75,0%	-

6. Effets des formations sur l'environnement des participants

L'appréciation des effets sur l'environnement des participants sera réalisée à deux niveaux : i) en fonction de l'appartenance à un secteur et ii) selon le type d'effets produits.

6.1. Effets des formations sur l'environnement des participants selon leur secteur d'appartenance

6.1.1. Effets globaux

Globalement, les formations reçues par les bénéficiaires ont des effets sur leur environnement. Sur l'effectif de 102 participants constituant l'échantillon, 100 soit 98% l'ont affirmé. C'est uniquement 2 participants qui se sont prononcé pour le contraire.

Tab 17. Acteurs dont les formations ont des effets sur leur environnement

Existence d'effets sur leur environnement	Fréquence	%
Oui	100	98,0%
Non	2	2,0%
Total	102	100,0%

6.1.2. Effets des formations sur l'environnement des participants par type de participants

Les participants des formations provenant des structures tels que les projets et programmes, les organisations professionnelles, le secteur privé et les autres (institutions républicaines et comité national de lutte contre la corruption) ont tous affirmé l'existence d'effets des formations initiées par la projet GTZ-ASRP sur leur environnement. Pour chacune de ces quatre structures, 100% des bénéficiaires l'on affirmé. Pour les participants provenant de l'Administration, 98,4% l'on affirmé et quant à ceux provenant des ONG, 92,9% l'on affirmé.

Tab 18. Incidences sur le processus par types de participants en valeurs absolues

Existence d'effets sur l'environnement du bénéficiaire	Types de participants					
	Adminstrat.	Projets et Program,	ONG	Organisat, profession,	Secteur privé	Autres
Oui	98,4%	100,0%	92,9%	100,0%	100,0%	100,0%
Non	1,6%	-	7,1%	-	-	-
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

6.2. Appréciation du niveau des effets sur l'environnement des participants

La mesure de l'impact des effets sur l'environnement des groupes passera par la quantification des types d'effets et une évaluation selon la structure du participant.

6.2.1. Appréciation globale selon les formes d'effets sur l'environnement des participants

Selon les résultats du tableau 19, l'effet le plus important sur l'environnement des participants des formations est que les participants ont transféré des connaissances à des collaborateurs, 52,0% des participants des formations l'ont affirmé de façon fort et 18,0% de façon moyenne. Ces résultats peuvent être confirmés par les propos de deux participants. Le premier a affirmé : « *les formations m'ont permis de mieux cerner ma mission qui consistait à former les Directeurs Régionaux du Plan sur l'élaboration d'une stratégie de réduction de la pauvreté* ». Quant au second : « *En tant que consultante et responsable dans mon ONG, les programmes de formations initiés par le projet GTZ-ASRP m'ont permis de disposer d'instruments indispensables pour l'amélioration croissante de mes prestations. Aussi, lors des séances de restitution, avec l'appui de la documentation, j'ai pu expliquer à mes collaborateurs et collègues le contenu du DSRP et les méthodes et outils pour l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté* ».

Tab 19. Impact des formations sur l'environnement des bénéficiaires en valeurs relatives

Types d'effets	Appréciation				
	Très fort	Fort	Moyen	Faible	Pas d'effets
Connaissances transférées à mes collaborateurs	15,0%	52,0%	18,0%	-	-
Connaissances mises en œuvre lors des réunions techniques avec les collaborateurs	16,0%	42,0%	21,0%	-	-
Relations avec les membres de votre famille et vos amis	6,0%	15,0%	9,0%	1,0%	8,0%
Participation à des conférences et ateliers	21,0%	42,0%	16,0%	-	2,0%
Participation à des débats publics	12,0%	24,0%	21,0%	1,0%	3,0%
Dans le domaine de la publication	8,0%	14,0%	6,0%	1,0%	1,0%
Interviews ou conférences de presse	4,0%	5,0%	8,0%	2,0%	4,0%
Autres à préciser	2,0%	2,0%	-	-	1,0%

Le deuxième niveau de l'impact des formations est l'amélioration des interventions lors de la participation à des conférences ou ateliers. 21,0% des personnes enquêtées ont trouvé l'impact très fort et 42,0% du même effectif l'on trouvé fort. Ce résultat peut être illustré par les propos tenus par un participant : « *les outils et instruments auxquels nous avons été initiés lors des ateliers de la GTZ-ASRP m'ont facilité la compréhension des concepts lors de ma participation à deux séminaires : à Dakar sur les problèmes de la santé et la réduction de la pauvreté en Afrique et à Bamako sur l'efficacité de l'aide et la réduction de la pauvreté* ».

En troisième position, des connaissances ont été mise en œuvre lors de réunions techniques ou des travaux avec les collaborateurs. 42,0% des participants des formations l'on trouvé fort et 21% du même groupe cible l'on trouvé moyen.

La participation à des débats publics s'est aussi fortement améliorée en raison des effets des formations. 24% des participants l'ont trouvé fort et 21% moyen.

6.2.2. Appréciation des formes d'effets sur l'environnement des participants selon l'appartenance

Pour les agents de l'Administration qui ont bénéficié des formations, l'aspect le plus important est constitué des connaissances qui ont été transférées aux collaborateurs. 69,4% des personnes enquêtées l'on trouvé très fort ou fort. Le second domaine dans lequel l'impact sur l'environnement est appréciable est l'amélioration des interventions lors de la participation à des conférences et ateliers. Le nombre d'agents bénéficiaires qui l'ont trouvé très fort ou fort représente 64,5% de l'effectif. Quant aux connaissances mises en œuvre lors de réunions techniques ou de travaux avec des collaborateurs, 59,7% l'ont trouvé très fort ou fort.

Tab 20. Incidences "très fort ou fort" sur l'environnement du bénéficiaire par types de participants en valeurs relatives

Types d'incidences	Types de participants					
	Adminstrat.	Projets et Program,	ONG	Organisat, profession,	Secteur privé	Autres
Connaissances transférées à mes collaborateurs	69,4%	50,0%	57,1%	80,0%	50,0%	100,0%
Connaissances mises en œuvre lors des réunions techniques avec les collaborateurs	59,7%	50,0%	50,0%	80,0%	50,0%	33,3%
Relations avec les membres de votre famille et vos amis	21,0%	33,3%	21,4%	-	25,0%	-
Participation à des conférences et ateliers	64,5%	33,3%	50,0%	60,0%	66,7%	100,0%
Participation à des débats publics	35,5%	33,3%	42,9%	-	33,3%	66,7%
Dans le domaine de la publication	29,0%	16,7%	7,1%	-	16,7%	-
Interviews ou conférences de presse	9,7%	-	7,1%	-	16,7%	-
Autres à préciser	6,5%	-	-	-	-	-

Pour les travailleurs des projets et programmes qui ont participé aux formations, les deux domaines dans les quels l'impact sur leur environnement a été jugé important sont les connaissances transférées à des collaborateurs et des connaissances mises en œuvre lors des réunions techniques avec les collaborateurs. 50% des participants ont trouvé chacun des aspects très fort ou fort.

Pour les personnes ressources provenant des ONG et qui ont bénéficié des formations, 57,1% de l'effectif ont transféré des connaissances à des collaborateurs de façon très forte ou forte. Quant aux connaissances transmises lors de réunions techniques ou travaux à des collaborateurs et la participation à des conférences ou ateliers, 50% de l'effectif ont affirmé dans chacun des cas, ressentir les effets des formations.

Les membres des organisations professionnelles qui ont bénéficié des formations ont affirmé largement que les formations qu'ils ont participées ont des effets doublement positifs : d'abord par le fait que des connaissances acquises ont été transférées à des collaborateurs et qu'ensuite des connaissances acquises ont été mises en œuvre lors des réunions techniques ou lors des travaux avec des collaborateurs. 60% de cet effectif ont ressenti les effets lors de leur participation à des conférences et ateliers.

Les participants relevant du secteur privé ont affirmé majoritairement, de façon très fort ou fort que les formations dont ils ont bénéficiées leur ont permis d'améliorer leur participation à des conférences et ateliers. 66,7% de l'effectif se sont prononcé. Quant aux connaissances transférées à des collaborateurs ou lors de réunions techniques ou des travaux. 50% des bénéficiaires les ont trouvé très fort et fort.

Pour les autres (institutions républicaines et comité national de lutte contre la corruption), ils ont affirmé tous qu'ils ont transféré des connaissances à des collaborateurs et leur niveau de participation à des conférences et atelier s'est fortement amélioré en raison des formations dont ils ont bénéficié. Quant à l'amélioration de la participation à des débats publics, 66,7% des participant de l'effectif l'on trouvé fort ou très fort.

En se basant sur les résultats ci-dessus qui ont démontré les résultats des formations sur l'environnement des participants (ayant transféré largement des connaissances à des collaborateurs et qui se sont servi des outils et approches pour améliorer leurs prestations), il devient aisé de conclure que les effets des formations sur l'environnement des bénéficiaires est réel.

7. Forces et faiblesses constatés par les participants

A la suite de l'analyse effectuée sur les justificatifs des formations initiées dans le cadre de la mise en œuvre du Projet GTZ-ASRP d'appui à la stratégie de réduction de la pauvreté en Guinée, son efficacité et sa pertinence par rapport aux différentes contraintes qui ont été identifiées, il paraît judicieux de mieux expliciter les forces et faiblesses constatées par les bénéficiaires.

7.1. Forces constatés

Les principaux avantages constatés par les participants des formations peuvent être classés en deux types : i) le bien-fondé des thèmes développés par rapport aux besoins liés au processus de révision de la SRP, ii) les méthodes et approches utilisées lors des formations.

7.1.1. Le bien-fondé des thèmes développés par rapport aux besoins liés au processus de révision de la SRP

Les objectifs de toutes les formations qui sont initiées par le projet sont essentiellement axés autour de deux préoccupations. La première consiste à renforcer les capacités des personnes ressources des secteurs étatiques et non étatiques afin de les amener à participer de façon efficace à l'évaluation de la SRP. Quant à la seconde, elle consiste à renforcer les capacités des décideurs et cadres de l'administration afin de les amener à mieux prendre en charge les besoins des populations pauvres dans les politiques macroéconomiques et s'impliquer dans le processus de la SRP

Au regard de ces préoccupations qui ont guidé le projet GTZ-ASRP tout au long de la mise en œuvre des formations et des contenus des programmes, il devient évident de constater l'efficacité et le bien-fondé des formations dans le contexte actuel de la stratégie de réduction de la pauvreté en Guinée.

7.1.2. L'efficacité des méthodes et approches lors des formations

Dans la presque totalité des formations, les approches développées par les animateurs qui ont consisté à organiser le temps en plénières, discussions, travaux pratiques et études de cas ont été très fortement appréciées par les participants. Car ces approches leur facilitent l'assimilation des concepts et outils et leur permet aussi de bien comprendre les programmes qui sont développés.

Certains bénéficiaires n'hésitent pas à dire que ces approches sont très adaptées à la formation des adultes car la diversification des méthodes leur permet de passer de la théorie à la pratique, ce qui leur permet ainsi de maîtriser facilement l'essentiel des programmes de formation, sans y consacrer des efforts exceptionnels. Par conséquent, il apparaît important dans l'avenir de continuer à adopter ces méthodes et approches lors des autres formations initiées par le Projet

7.2. Faiblesses

Malgré l'efficacité et le bien-fondé des formations, certaines faiblesses ont été constatées par les participants. Elles sont essentiellement liées à la préparation et la logistique. Ce sont : i) l'insuffisance du temps consacré aux formations, ii) la préparation de certaines formations, iii) la sélection des participants aux différentes formations et, iv) la disponibilité de la documentation.

7.2.1. L'insuffisance du temps consacré aux formations

Le problème de l'insuffisance du temps accordé aux différentes formations a été soulevé presque par la majorité des bénéficiaires. Dès le premier jour, l'animateur principal dévoile le programme et le contenu des différents modules. Il a été constaté qu'il existe dans la majorité des cas, des liens entre les différents thèmes et qu'ils revêtent tous une importance capitale. Mais 'on constate que, généralement durant les deux derniers jours de l'atelier, l'animateur cherche à aller très vite pour épuiser son programme. Ainsi, il n'accorde plus beaucoup d'importance aux discussions, travaux de groupes et cas pratiques. C'est ce qui fait généralement que les participants ont du mal à comprendre certains concepts et outils.

Le problème du temps a été aussi soulevé par l'animateur principal⁵. Dans son analyse, il pense que le problème du temps s'explique par les dérapages des discussions. Même si son explication reste fondé, l'importance des thèmes et le niveau de la majorité des participants nécessitent beaucoup plus de temps.

7.2.2. La préparation de certaines formations

Pour l'organisation de certaines formations portant sur des thèmes qui constituent des thèmes d'actualité comme « la bonne gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles », il a été constaté qu'ont cherche à y inviter, au niveau local, des personnes qui apportent leur expérience ou interviennent en qualité d'animateurs sur certains thèmes. L'expérience a montré que les responsables du programme ne prennent pas toutes les mesures à temps dans l'identification de ces ressources afin de leur permettre de mieux préparer leur intervention. C'est ce qui explique le fait que certaines interventions ont été jugé par les participants assez limitées. L'expérience est assez intéressante et novatrice. Mais il est important de bien cibler les intervenants et de leur donner le temps nécessaire pour se préparer.

7.2.3. La sélection des participants aux différentes formations

Dans la majorité des formations qui ont été initiées par le projet GTZ-ASRP, il a été constaté que tous les participants n'ont pas le même niveau de formation. C'est souvent ce qui fait que l'animateur est obligé de revenir à plusieurs reprises sur certains concepts et outils pour corriger les écarts de niveau de compréhension. Cet aspect a aussi un effet important sur la gestion du temps. Et il paraît important, même si la sélection des participants relève de la responsabilité exclusive des institutions partenaires, que le projet puisse aller dans le sens de proposer le profil du participant qui sera désigné.

⁵ Revue des principaux résultats du programmes de formation 2003 – 2004 : Jim Bennet

7.2.4. La disponibilité de la documentation

Pour les ateliers de formation, il est toujours prévu une documentation assez suffisante pour tous les modules. En raison des problèmes de logistique, certains documents ne sont pas toujours disponibles durant le déroulement du séminaire. C'est généralement quelques jours après la tenue de l'atelier que les responsables du programme mettent ces documents à la disposition des participants. Ceci a des inconvénients car il devient difficile aux participants durant le déroulement de l'atelier d'exploiter la documentation afin de mieux se familiariser avec les concepts et outils. Et généralement, il est rare, sauf en cas de besoin que les participants cherchent à utiliser la documentation qui est délivrée après la tenue de l'atelier.

8. Conclusions et recommandations

Les neuf ateliers organisés dans le cadre de la mise en œuvre du projet GTZ-ASRP ont permis la formation de plus de 125 participants plus ou moins impliqués dans le processus de la SRP. Le constat est que l'analyse sur la pertinence des thèmes par rapport aux besoins de formation identifiés a prouvé qu'ils se justifiaient et que les objectifs et le contenu des programmes des différents thèmes concourent à l'atteinte de l'objectif du projet.

Globalement, 97,9% des participants enquêtés ont apprécié la qualité des cours de façon « très bonne » ou « bonne ». Les thèmes les plus appréciés par les bénéficiaires sont par ordre décroissant le cours portant sur le cours d'initiation de l'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté, le cours avancé et celui portant sur « pauvreté, bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles.

76,5% de l'effectif de l'échantillon ont affirmé qu'ils sont impliqués dans le processus de la SRP et que les formations leur ont permis soit de disposer de nouveaux instruments pour mieux réaliser leur mission, soit de connaître des approches et outils indispensables pour leur permettre de participer de façon effective au processus de révision du DSRP.

98% des participants enquêtés ont affirmé que les formations ont des effets positifs sur leurs activités professionnelles et que ces avantages leur ont permis d'améliorer de façon significative leurs prestations dans les secteurs autres que le processus de la SRP. Les effets des formations sur l'environnement des participants sont aussi très importants. 98% des bénéficiaires interrogés l'ont affirmé. Les deux principaux canaux qui ont permis le transfert de compétence entre le bénéficiaire et son environnement sont i) les relations de travail avec les collaborateurs et ii) les réunions techniques ou travaux avec les collaborateurs aussi.

Un autres constat est que le bien-fondé des thèmes développés et l'efficacité des méthodes et approches participatives ont été les plus grandes forces des formations initiées par le projet. Aussi, même s'il a été démontré que les formations ont un impact très important sur le processus de la SRP, les activités professionnelles et l'environnement des bénéficiaires, les participants ont identifié des contraintes qui risquent à la longue de limiter cet impact. C'est pour ces raisons qu'il nous semble indispensable d'aller dans le sens des recommandations suivantes : i) initier un atelier bilan de toutes les formations du projet GTZ-ASRP, ii) revoir et mieux rationaliser la préparation des ateliers.

L'organisation d'un atelier bilan de toutes les formations du projet

L'organisation d'un atelier bilan de toutes les formations initiées par le projet constitue un cadre de discussions et d'échanges assez important pour une meilleure orientation des actions de formation. Actuellement, toutes les thèmes qui ont été programmés et exécutés ont porté généralement sur l'amélioration de la qualification des acteurs publics et privé pour un but précis : l'évaluation de la SRP et l'élaboration du DSRP 2. Il est indéniable, qu'à la suite de ce processus, de nouveau besoins en formation, surtout dans les domaines de la mise en œuvre et du suivi évaluation, feront leur apparition. Il appartiendra aux ressources humaines qui

participeront à cet atelier de faire un bilan complet par rapport au processus qui a été conduit et de faire des projections sur l'avenir en termes d'identification de besoins nouveaux, de définition des rôles et responsabilités de tous les parties impliquées dans le processus et de l'appui que les partenaires au développement peuvent apporter dans la mise en œuvre des actions de renforcement des capacités.

Les conclusions d'un tel l'atelier peuvent servir de base à tous les partenaires pour l'élaboration de leur plan d'action dans le domaine du renforcement des capacités.

Révision et rationalisation de la préparation des ateliers.

L'idée de faire participer des partenaires locaux qui interviennent dans le même domaine que le thème développé est très novatrice. Aussi bien les partenaires que les participants y tirent profit. Mais, en raison des contraintes identifiées dans la préparation et la mise en œuvre de telles formations, il paraît judicieux de faire de mieux afin que toutes les conditions soient réunies pour leur meilleure organisation. Il s'agit de choisir des personnes ressources qui disposent de toutes les qualités par rapport à ce que l'on attend d'eux, et de leur donner assez de temps pour se préparer en conséquence.

Annexes

1. Liste des personnes ayant été enquêtées

Liste des personnes à enquêter

N° d'ordre	Prénoms et Nom	Adresse	Formations reçues
1	Mamadou Saliou Dieng	PDSD/HMG Labé Tél. : 60 28 13 75 51 25 54	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé
2	Mme Keïra Fatou	Immeuble Kébé 1er étage Av.de la rep. mail:cofeg200392@yahoo.fr /Tél : :60 58 14 31	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé
3	M. Falcone François Mohamed	MCEF/Agence National de Lutte contre la Corruption(ANLC);Secrétaire Exécutif.mail: frankfalcone10@yahoo.fr / Tél : (011) 25 29 63	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé Bonne Gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
4	M. Sissoko Ibrahima Kalil	BCEPA /MAE,Évaluation SRP:Évaluateur chargé des PMI /PME/artisanat mail:iksissoko@yahoo.fr Tél : :60 29 32 21/43 10 35	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Politiques de croissance en faveur des pauvres
5	M. Wann Oumar	mail:wann_oumar2003@yahoo.fr / woumar@hotmail.com / Tél : : 60 25 51 17	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé
6	M. Barry Alpha Bacar	Évaluation SRP,Évaluateur chargé du développement rural / SNPRV/MAE. mail:barry_abacar@yahoo.fr Tél : : 60 29 39 36	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé Politiques de croissance en faveur des pauvres II
7	M. Tall Aguibou	Tél : : 60 34 31 77	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé Système d'information géographique
8	Mme. Magassouba Nanfadima	mail:nanfadimah@yahoo.fr / addef.gn@mirinet.gn / Tél : :(013)40 40 02 / 28 11 89 / 43 42 41	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé
9	M.Koly Mara	D.N.Trésor ; D.N.Comptabilite publique /Tél : :60 26 89 94 / 45 47 85	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé
10	M.Keïta Cheik Oumar	Bureau situé entre MHU et Banque Maroco- Guinéenne mail:Cokeitagui@yahoo.fr /Tél : 60 58 12 38Indépendant,Évaluation SRP:Chef d'équipe,Axe 1 . Tél : :60 37 44 14	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé Politiques de croissance en faveur des pauvres II

11	Mme. Diallo Taïbou	mail:taybata@yahoo.fr /Tél : :60 40 43 00	Évaluation de la SRP - cours d'initiation
12	Mme Fofana Djenabou	Ministère Affaires Sociales Prom. Fem. et Enf mail:fofanadjenabou@yahoo.fr / Tél : 41 22 19/60 27 85 61	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé
13	M.Balde Thierno Oumar	Consultant,Statistique mail:tobaldefr@yahoo.fr Tél : :60 34 19 83	Évaluation de la SRP - cours d'initiation
14	Mme Toure Aïssatou	mail:aistoure@yahoo.fr /Tél : :60 29 13 58	Évaluation de la SRP - cours d'initiation
15	Mme Barry Djenabou	mail:bdjenab2002@yahoo.fr /Tél : :60 28 16 08	Évaluation de la SRP - cours d'initiation
16	M.Wann Thierno Ousmane	Institut CONFORMA.mail:ouswann@yahoo.fr Tél : :60 25 11 08,rue ka 011Manquepas.	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé Système d'information géographique
17	M.Camara Mamadou	SP/SRP,Ministère de l'Eco. et Fin.,Chargé de Suivi Evaluation mail:dalabaya@yahoo.fr / Tél : :43 10 80 / 60 25 65 30	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé Bonne Gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines Politiques de croissance en faveur des pauvres II
18	Dr.Kourouma Moussa	Ministère du Plan;Conseiller économique. mail:mkourouma@afribone.net.gn / mtwkourouma@yahoo.fr / Tél : :60 25 65 69/ 41 14 93/ 60 57 96 21	Évaluation de la SRP - cours d'initiation
19	Mme Bah Fatoumata Binta	mail:samoa-gui@biasy.net /Tél : (012)66 47 80/ 42 30 40	Évaluation de la SRP - cours d'initiation
20	M.Mansare Lansana	mail:mansare_lansana@yahoo.fr / Tél : : 60 29 55 19	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé
21	M.Bah Abdoulaye Wansan	MEF/DNDIP/DEE :mail:wansansenior@hotmail.com/Tél : :60 55 76 71	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé
22	M. Sow Aguibou	Direction N. de l'Énergie;Évaluation SRP:Évaluateur Chargé du secteur énergie mail:aguibousowdingcity@yahoo.fr / Tél : : (013) 40 93 76 / 60 27 69 28	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé Politiques de croissance en faveur des pauvres II
23	Mme Diallo Djénabou	GTZ/4A-TA-PROMODAP.mail:djeinaboud@yahoo.fr Tél : :60 57 17 52 / 51 00 45	Évaluation de la SRP - cours avancé

24	M.Diallo Mamadou Alpha	GTZ/ASRP/MP.mail:dialpha-gtzasrp@yahoo.fr /Tél : : 60 34 88 41/ 43 05 37,Assistant Technique.	Évaluation de la SRP - cours avancé Politiques de croissance en faveur des pauvres
25	M.Bah Cherif Sala	Consultant indépendant Modérateur de l'ATél : ier mail:fesguibah@yahoo.fr Tél : :60 26 81 43	Évaluation de la SRP - cours d'initiation Évaluation de la SRP - cours avancé Bonne Gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
26	M.Bah Mamadou lamine	Journal Lynx, Journaliste mail:laminebahfr@yahoo.fr Tél : : 60 26 91 35 / 26 95 24	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
27	M.Balde Ahmadou Oury	Primature / Secrétariat National de Renforcement descapacités(SENAREC),Conseiller juridique à la Primature.	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
28	M.Bah Mamadou Tanou	Ministère Adm. Territoire/ DND.Chef Division Développement local /Tél : :60 55 50 82	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
29	M. Barry El Hadj Ibrahima	OGUIDEM ;Journaliste,Directeur des programmes de la RTG /Tél : :60 33 30 88	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
30	M. Bèye Abdoulaye	SP/SRP,Les éditions Cas Tél : ;Journaliste;directeur général Consultant mail:cas Tél : éditions@yahoo.fr Tél : :60 54 45 33 / 43 10 80	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines Cours comprimé en évaluation de la SRP
31	Cissé Mohamed Lamine	BN/ Société Civile;Membre CNOSCG mail:molassiques@yahoo.fr Tél : :60 29 67 51/ 41 34 30	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
32	M. Cissé Elhadj Ibrahima	SP/SRP;Journaliste Tél: :60 33 65 95	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
33	M.Coker Claude Gérard	Conseil économique et social(CES),commission économique et conjoncture.président de la commission Tél : :60 26 27 27	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
34	M. Conté Amirou	Festikaloum(agence culturel); Directeur.mail:conteamiro @hotmail.com/Tél : :60 34 67 40	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
35	M. Dia Aboubacar	Ministère du plan,Inspecteur général du plan mail:dia_aboubacar@yahoo.fr /Tél : :60 57 96 22	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines

36	M. Diallo Alpha	Expert du SENAREC;Expert principal /Tél : :60 21 11 79	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
37	M. Diallo Aboubacar "Aboubakr"	Association Guinéenne de la presse Indépendante(AGEPI);Membre /Tél : :60 34 17 59	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
38	M. Diallo Mamadou Saliou	Direction Nationale de l'Économie(DNE)/Ministère de Eco et Fin (MEF),Directeur National Adjoint de l'Économie mail:msdiums@hotmail.com / 60 21 73 09/ 45 52 46	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines Cours comprimé en évaluation de la SRP
39	M. Diallo Mamadou Taran	Association Guinéenne pour la transparence(AGT) contact National de transparency International en Guinée;Président mail:mataran2yahoo.fr/Tél : :60254195	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
40	M.Diawara Ibrahima	Association Guinéenne de lutte contre l'Impunité et l'arbitraire;Président /Tél : :60 29 69 54	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
41	M. Doumbouya Tamba	Collège des acteurs pour la Réduction de la Pauvreté(CARP);Moniteur.mail:carp@yahoo.fr /Tél : :(012) 67 42 26/ 29 18 06/ 33 15 13	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
42	M. Fofana Ibrahima	Union Syndical des Travailleurs de Guinée(USTG);Secrétaire Général.mail:fofi1952@yahoo.fr /Tél : : 60 59 73 37	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
43	M. Haba Aimé Ruphaël	AMAS;Directeur Général.mail:aimehaba@yahoo.fr /Tél : :60 54 99 51	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
44	M. Lama Joachim	CEPEC,Economiste.mail:joachim.lama@caramail.com /Tél : :43 08 90/ 60 29 57 56/ 20 20 58	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
45	M. Ly Amadou Nalla	Ministère de l'Admi. Territoire et Décen.(MATD).conseiller /Tél : :60 54 91 94	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
46	M. Magassouba Abdoulaye	KPMG;Auditeur mail:abdoulayemagassouba@yahoo.fr Tél : :35 03 70	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
47	Morgane Fatoumata Goumou	Réseau des Femmes du fleuve Mano pour la Paix(REFMAP),Coordinatrice Nationale de la Branche Guinée mail:gmorgan14@yahoo.com /Tél : :41 18 67/ 60 55 92 69	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines

48	M. Soumah Aboubacar	Observatoire de la Guinée Maritime, Membre du Groupe Suivi Evaluation SP/SRP. Commission Gouvernance et renforcement des Capacités, Assistant de Recherches Volet Pauvreté, s/c Baldé Senghor. mail:fodas5@yahoo.fr Tél : :35 37 77	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
49	M. Sylla Sekou Mohamed	Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC) Secrétariat permanent représentant la Société Civile. mail:cerida_ong@yahoo.fr /Tél : :60 29 60 52	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
50	M. Touré Amirou	AVODEG Membre Représentant à la formation, s/c Alhassane Condé/Tél : :60 33 11 05	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
51	Mme Touré Saran	Forum ONG / (CENAFOD). mail:sarantoure2000@yahoo.fr Tél : :60 29 64 83 / 42 12 09	Evaluation de la SRP - cours d'initiation Bonne Gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
52	M. Traoré Bandian	Secrétariat Permanent de la SRP, Journaliste; conseiller culturel .mail:bandiantraore54@yahoo.fr Tél : : 60 25 50 58/ 54 45 39	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines Système d'information géographique
53	M. Traoré Cheick Tidiane	Assemblée Nationale; Député mail:cheickimpex@caramail.com/ Tél : :60 54 13 27	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
54	M. Kolemou Joseph	Ordre des avocats de Guinée, Avocat /Tél : :60 27 45 46	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
55	M. Bacamurwanko Jacques	ONG<<FINAFORD>>; Conseiller Financier. mail:jbmsafivi@yahoo.fr /Tél : :69 10 10	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
56	M. Cissé Sékou Amadou	DNAAT (MATD), Direct. Nat. Ad. Terr. et Déc. /Tél : :45 36 64	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
57	Mme Touré Fatim Kassory B.	MEF/SRP, Conseiller Économique Groupe Gouvernance SRP /Tél : :60 34 28 60	Bonne gouvernance et renforcement des capacités institutionnelles et humaines
58	Mme Baldé Hadja Fatoumata Diop	DNPIP / MP mail:baldefatoudiop@yahoo.fr Tél : :60 29 53 70/41 34 95	Cours comprimé en évaluation de la SRP à Kindia
59	Mme Doualamou Marie Anne	DNA Statistique/MP. mail:madoual@yahoo.fr Tél : :60 34 61 79	Cours comprimé en évaluation de la SRP à Kindia

60	M. Touré Abdoulaye	DNP /MP.mail:termesse@yahoo.fr / Tél : : 22 10 44	Cours comprimé en évaluation de la SRP à Kindia
61	M. Diallo Boubacar Gaoual	GTZ/4ATA-PROMODAP;Chargé desTA mail:Gaoual1@caramail.com/Tél : :605723 50	Cours comprimé en évaluation de la SRP à Kindia Politiques de croissance en faveur des pauvres
62	Dr. Baldé Alpha Oumar	DNC/MP .Tél : :60 33 69 96	Cours comprimé en évaluation de la SRP à Kindia
63	M. Baldé Ousmane	DNNT/MP .mail:ousbalde2002@yahoo.fr : :60 54 30 12	Tél Cours comprimé en évaluation de la SRP à Kindia
64	M. Boïro Ismaël	SP/SRP .mail:isboiro@yahoo.fr :60 54 45 35/ 43 10 80	Tél : Cours comprimé en évaluation de la SRP à Kindia
65	M. Sagno Ansoumane	DCM/DNC/MC /Tél : :41 11 63;poste 316	Cours comprimé en évaluation de la SRP à Kindia
66	M. Kaman Morice	BRPD/Labé /Tél : :60 57 21 20	Cours comprimé en évaluation de la SRP à Kindia
67	M. Mané Mohamed Dianké Waly	MASPFE /Tél : :69 67 06	Cours comprimé en évaluation de la SRP à Kindia
68	M. Camara Kelly	Ministère de la Coopération Chef Division Partenariat/DNPCA. MC /DNC .Tél : :41 11 63/60511734	Cours comprimé en évaluation de la SRP à Kindia
69	M. Condé Jean Pierre	Conseiller Juridique/MP.mail:jpconde@yahoo.fr Tél : :41 44 11/ 40 68 55	Cours comprimé en évaluation de la SRP à Kindia
70	M. Bangoura Marcelin	DNAPIP/MP /Tél : :41 34 11	Cours comprimé en évaluation de la SRP à Kindia
71	M. Barry Boubacar Bhoïe	SP /SRP;Assistant SP/SRP Tél : :60 54 45 30	Politiques de croissance en faveur des pauvres
72	M. Barry Mamadou Samba	CHAT/SRP, CAT Evaluation SRP/Expert National	Politiques de croissance en faveur des pauvres
73	M. Bah Ibrahima	CNOP-G,Responsable Commercialisation Communication Tél : :45 53 70/ 60 57 16 74	Politiques de croissance en faveur des pauvres
74	M. Bayo Lansana	Cellule Sécurité Alimentaire/MAE;Chef de Cellule Tél : :012 69 76 44	Politiques de croissance en faveur des pauvres
75	M. Camara Néné Moussa	Service Communication et R.P/MMG;Chef de service Tél : :60 26 47 03	Politiques de croissance en faveur des pauvres
76	M. Sissoko Dr. Cheick N'Faly	DNE /HME;Chargé de recherches Tél : :60 58 78 61/ 45 32 22	Politiques de croissance en faveur des pauvres
77	M. Conté Abdoulaye	MJSC/PAASES;Coordinateur.Tél : :60 34 11 56/46 81 94	Politiques de croissance en faveur des pauvres

78	M. Coulibaly Mamadou	DNATAR / MUH; Directeur National Tél : :60 29 58 07	Politiques de croissance en faveur des pauvres
79	M. Camara Ibrahima	DIE/MC, Chef de section Programme et projets Régionaux à caractères économique. Tél : :41 11 63/43 11 29/45 42 69	Politiques de croissance en faveur des pauvres
80	M. Camara Oumar	Ministère de l'Environnement; Gestionnaire de l'Environnement. Tél : :60 27 89 06	Politiques de croissance en faveur des pauvres
81	M. Diallo Aliou Mairie	Chambre Nationale d'Agriculture; Conseiller Technique Responsable de la Promotion Tél : :60 29 47 09/45 12 33	Politiques de croissance en faveur des pauvres
82	Mme Diallo Hadja Hamanatou	DNS/Ministère du Plan; Chef de section sociétés non financières Tél : :60 34 62 24	Politiques de croissance en faveur des pauvres
83	M. Diallo Ibrahima	ONT; Directeur .Tél : :60 33 06 19/45 51 63	Politiques de croissance en faveur des pauvres
84	M. Diallo Elhadj Mamadou Aliou	Indépendant, Evaluation SRP; Consultant Chargé du secteur eau .Tél : :22 44 44	Politiques de croissance en faveur des pauvres
85	M. Diallo Elhadj Thierno Moussa	Chambre de Commerce Industrie et Artisanat; Secrétaire général Adjoint .Tél : :60 26 02 31	Politiques de croissance en faveur des pauvres
86	M. Faro Nagnouma	DNE/MEF, Directrice Nationale de l'Économie. Tél : :60 25 21 74/45 46 19	Politiques de Politiques de croissance en faveur des pauvres
87	M. Kourouma Famoudou	DNDIP/MEF; Chargé des études Tél : :60 57 85 23	Politiques de Politiques de croissance en faveur des pauvres
88	M. Massandouno Augustin Tchongo	Direction Nationale du Plan/MP; Chef de Division. Tél : :60 28 00 02	Politiques de Politiques de croissance en faveur des pauvres Cadrage macro économique établi à partir du MSEGUI
89	Mme Sow Aïchatou Baldé	ACOMED; Présidente Tél : :60 27 57 88/60 33 13 69	Politiques de croissance en faveur des pauvres
90	M. Sylla Alsény	Industrie/MCIPME; Directeur National Adjoint. Tél : :60 55 58 93/45 34 50	Politiques de croissance en faveur des pauvres
91	M. Tinguiano Soulé Frédéric	DESM/DNP; Chef de section, suivi des politiques . Tél : :60 57 96 04	Politiques de Politiques de croissance en faveur des pauvres
92	M. Touré Abdoul Salam	Cabinet du Ministre/MAE Tél : :60 28 40 42	Politiques de Politiques de croissance en faveur des pauvres
93	M. Traoré Filiba	Division du tertiaire/DNPIP/MP; Chef de division. Tél : :60 34 62 32	Politiques de croissance en faveur des pauvres

94	M. Barry Mamadou Saliou	Tél : : 60 20 47 54	Système d'information géographique
95	Dr. Jeanne Manguet	Tél : :60 29 86 05	Système d'information géographique
96	M. Bah Mohamed Lamine	Tél : :60 26 06 56	Système d'information géographique
97	M. Soumah Alhassane	Tél : :28 70 39	Système d'information géographique
98	M. Baldé boubacar	mail:baldecoyah@yahoo.fr	Système d'information géographique
99	M. Samaké Mohamed Lamine	Tél : :64 28 95 92	Système d'information géographique
100	Mme Tounkara Mariama	Tél : :60 54 86 55	Système d'information géographique
101	M. Barry Mamadou Samba	Tél : :60 36 88 31	Système d'information géographique
102	Dr. Pépé Dramou	Tél : :60 21 94 56	Système d'information géographique
103	Dr. Camara Ansoumane	Tél : :60 29 68 25	Système d'information géographique
104	Dr. Donzo Moussa	Tél : :60 22 03 60	Système d'information géographique
105	Mme Touré Aïssatou	Tél : :60 29 13 58	Système d'information géographique
106	Mme Konaté Aminata	Tél : :57 83 55	Système d'information géographique
107	M. Péma Guilavogui	,DESM/DP/MP	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
108	M. Diallo Sackho Tamar	,DESM/DP/MP	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
109	M. Diallo Mamadou Landho	,DESM/DP/MP	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
110	M. Koulibaly Oury Bobo	,DESM/DP/MP	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
111	M. Massandouno Lansana	,DESM/DP/MP	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI

112	M. Millimono Saa Foré	,DESM/DP/MP	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
113	M. Diallo Salim	DNE/MEF	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
114	M. Thiam Bocar	DNB/MEF	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
115	M. Diallo Abdoulaye Oumar	DNDIP/MEF	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
116	M. Soumah Abdoulaye	PPISM/MMG	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
117	M. Diallo Alhassane	BCRG	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
118	M. Bah Aboubacar Kandia	SP/SRP	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
119	Dr. Sylla Amara	DNE /MAEF	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
120	M. Dioubaté Sékou	CD/Comptabilité Nationale/DNS/MP	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
121	M. Camara Mohamed	DEP/MMG	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
122	M. Bangoura Cheick Ahmed Kassory	CNRHB/ONP	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
123	Mme Layla Diallo	CS/DCN/DNS	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
124	M. Diallo Amadou Kalla	DNE/MEF	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI
125	M. Sow Abdoul Karim	CS/DCN/DNS	Cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI

2. Termes de référence de la mission

Enquête sur l'impact des formations organisées par le Projet ASRP à l'intention des groupes cibles/intermédiaires participant au processus de la SRP

1. Contexte

La Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) de la République de Guinée, approuvée par le Gouvernement en janvier 2002, définit le cadre national de politique et d'action pour une réduction profonde et durable de la pauvreté. Cependant, sa mise en œuvre s'effectue dans un contexte particulièrement délicat. Il s'agit fondamentalement des insuffisances des capacités techniques et organisationnelles des cadres étatiques et ceux des OSC chargés de la planification et du pilotage du processus de la SRP.

C'est dans ce cadre que le Projet d'Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté "ASRP-MP" intervient pour soutenir ses Partenaires (Ministère du Plan, Secrétariat Permanent de la SRP, OSC) par l'apport de concepts, instruments et méthodes facilitant une utilisation ciblée et pertinente des moyens mis à disposition de la SRP.

Dans la pratique, la méthodologie déployée consiste à appuyer les participants (cadres étatiques et non étatiques participant au processus de la SRP) tant au niveau national que régional au point de vue conception, méthodologie et organisation. Dans ce contexte, le développement des ressources humaines dans des secteurs diversifiés représente une approche méthodique fondamentale. Il va s'en dire que l'appui technique consiste en grande partie à l'organisation des séminaires et ateliers de formation axée sur des thèmes minutieusement choisis en concertation avec les partenaires. Il s'agit notamment de domaines diversifiés comme l'évaluation de projets et programmes, les politiques de croissance en faveur des pauvres, la pauvreté, la bonne gouvernance et le renforcement des capacités, l'évaluation du profil de pauvreté associé à un cadrage macroéconomique établi avec le MSEGUI, le système d'information géographique, etc.

Toutes ces activités menées par le Projet concourent en définitive au renforcement des capacités institutionnelles et humaines des cibles. La présente consultation entend réaliser une enquête sur l'impact des formations sur les bénéficiaires. Les résultats de cette étude serviront de base à l'élaboration d'un système de suivi, axé sur les impacts au sein du Projet.

La Coopération Technique Allemande, GTZ, comme d'ailleurs la plupart des institutions au développement, à un moment donné, doit s'interroger sur la situation des produits mis à la disposition des groupes cibles ou intermédiaires et ceci, pour faire le point sur l'état des lieux (succès, échecs, oublis, etc.) afin d'en tirer des leçons qui serviront pour la planification et le pilotage du système mis en place. Le suivi des impacts est devenu l'instrument d'appréciation standard de l'état des projets GTZ. Cet outil de Monitoring s'avère efficace et permet de contribuer fondamentalement à

la mise en valeur du Système GTZ de "Management du Savoir", qui consiste à apprendre continuellement des expériences pour mieux cerner les objectifs du Projet dans le souci constant de rester dans les normes relativement à l'ordre passé par le Client qu'est le BMZ.

2. Objectifs de la mission

L'objectif général de la mission est de réaliser une étude empirique de l'impact du projet sur les participants afin de détecter les bonnes pratiques utiles qui peuvent être reconduites mais aussi les contraintes majeures.

De façon spécifique, il s'agit :

- D'analyser auprès des participants, la pertinence, l'efficacité, et l'efficacités du projet ;
- De démontrer comment les formations contribuent-elles à l'atteinte des objectifs du projet et si tel n'est pas le cas, identifier les contraintes qui ont concouru aux échecs ;
- De proposer des recommandations pour lever ces contraintes.

3. Tâches du consultant

Pour parvenir à ces objectifs, le consultant devra :

- Consulter toute la documentation sur le projet et les actions qui ont été initiées telles que les formations (rapports des ateliers) ;
- Proposer un questionnaire de base qui sera validé avec l'équipe du projet ;
- Enquêter tous les cibles intermédiaires et principalement les bénéficiaires des différentes formations ;
- Dépouiller les données collectées afin de produire une base de données avec le logiciel SPSS ;
- Rédiger le rapport sur l'impact des formations organisées dans le cadre du projet (ce rapport devra contenir les réussites qui peuvent être reproduites et les échecs et recommandations pour les enrayer) ;

4. Résultats de la mission

La finalité de la mission est de parvenir à :

- Une base de données sur l'impact des formations dispensées qui va constituer un élément pour la mise en place d'un système de suivi évaluation du projet ;

- Un rapport assez exhaustif sur l'impact des formations, les contraintes identifiées et des recommandations pour les futures actions.

5. Public cible

Le public ciblé par cette mission est constitué des bénéficiaires des différentes formations. Ils sont au nombre de 120. L'objectif du Consultant est d'enquêter au minimum 100. Ceci lui permettra de disposer d'un échantillon assez représentatif pour analyser l'impact.

6. Profil du consultant

La mission sera réalisée par un économiste. Il doit être titulaire au minimum d'un diplôme de troisième cycle en économie et doit disposer d'une expérience minimale de 7 ans dans les enquêtes socioéconomiques et l'évaluation de l'impact des projets et programmes.

7. Durée de la mission

La mission sera réalisée sur une période de 37 jours répartie comme suit :

- 2 jours pour la collecte des données, l'analyse des rapports de formation et la préparation du questionnaire ;
- 25 jours d'enquête auprès des bénéficiaires des formations ;
- 10 jours pour la rédaction du rapport.

3. Tableau synoptique des différentes formations

Date	Titre	Objectifs de la formation	Programme de la formation	Profil des participants
Du 22 au 26 septembre 2003	Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté Cours d'initiation	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif global: contribuer à la préparation de la dite évaluation et finalement à l'amélioration de la qualité de la politique guinéenne en matière de lutte contre la pauvreté • Objectif spécifique: préparer un groupe d'experts nationaux à la conception et la mise en oeuvre d'une évaluation à mi-parcours de la SRP de la Guinée. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le DSRP de la Guinée • Les DSRP d'autres pays africains • Les instruments (cadre logique etc.) • Standards d'évaluation internationaux • L'évaluation participative • La préparation d'une évaluation • Les exigences spécifiques de l'évaluation à mi-parcours de la SRP en Guinée • Termes de référence / logistique pour l'évaluation du DSRP • Validation des résultats du cours • Recommandations pour l'avenir 	<ul style="list-style-type: none"> • Cadres du SP SRP ; • Personnes ressources de l'Administration ; • Consultants indépendants ; • Personnes ressources des organisations de la société civile.
Du 06 au 10 décembre 2004 à Labé	Evaluation des stratégies de réduction de la pauvreté – Cours de formation avancée	<ul style="list-style-type: none"> • Approfondir les connaissances des conceptions et de la méthodologie de l'évaluation déjà acquises ; • Affiner les recommandations afférant à la préparation et la mise en oeuvre de l'évaluation de la SRP en Guinée 	<ul style="list-style-type: none"> • Revue de l'état d'avancement de la SRP en Guinée ; • Introduction à plusieurs méthodes d'évaluation participative ; • Préparation et mise en oeuvre d'une enquête pilote à Labé • Perfectionnement des TDR de l'évaluation de la première phase de la SRP en Guinée 	<ul style="list-style-type: none"> • Administration ; • Secteur privé ; • ONG.
•	Cours comprimé en évaluation de la SRP			•
Du 11 au 13 mai 2006	Système d'Information Géographique SIG	<ul style="list-style-type: none"> • Faire découvrir par les apprenants la pertinence de l'outil cartographique et du SIG dans un contexte de travail comme le leur ; • Initier les apprenants à la terminologie et le logique des SIG ; 	<ul style="list-style-type: none"> • L'historique de la cartographie ; • La terminologie utilisée en cartographie et son évolution vers le Système d'Information Géographique ; • Généralités et domaines d'application du 	Les membres de l'Association Guinéenne des Evaluateurs (AGEVAL).

		<ul style="list-style-type: none"> Initier les apprenants à la réalisation de certaines productions cartographiques simples ; Habituer les apprenants à la complémentarité des logiciels pour un objectif défini ; Perfectionner le niveau des initiés, s'il y en a, à la production des cartes selon les règles de l'art. 	<p>Système d'Information Géographique ;</p> <ul style="list-style-type: none"> Les questions type dont les réponses sont attendues d'un SIG ; Initiation au logiciel ArcExplorer, ses caractéristiques et sa place sur le marché actuel des logiciels de SIG 	
Du 13 au 17 juin 2005 ;	Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres – niveau 1	Accroître les connaissances des membres des groupes thématiques « macroéconomie et croissance économique » dans le domaines de Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres (CFP)	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les connaissances des participants relatives aux rapports entre les politiques macro-économiques structurelles et sectorielles d'un coté et la pauvreté et la croissance économique de l'autre ; Définir les possibilités d'opérationnalisation des Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres ; Fournir un appui technique à l'élaboration de la deuxième phase de la SRP en Guinée. 	<ul style="list-style-type: none"> Membres du groupe thématique « macroéconomie et croissance économique » ; Secteur privé
Du 20 au 24 février 2006.	Politiques de Croissance en Faveur des Pauvres – Niveau 2			
Du 29 janvier au 10 février 2006 ;	Evaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI PAMS – niveau 1	Former les cadres dans l'application du « Simulateur Macro-économique pour l'Analyse de la Pauvreté » (PAMS), en vue d'effectuer des micro simulations pour analyser l'impact sur le pauvreté des scénarios macro-économiques établis avec le modèle macro-économique MSEGUI de la Direction Nationale du Plan	<ul style="list-style-type: none"> Consolider la mise en œuvre du Simulateur Macro-économique pour l'Analyse de la Pauvreté (PAMS) à la DNP et au calibrage compte tenu des données disponibles, notamment celles provenant de l'Enquête Intégrale de Base pour l'Evaluation de la Pauvreté (EIBEP 2003/04) ; 	<p>Cadres :</p> <ul style="list-style-type: none"> du Plan ; du MEF ; de la BCRG ; du MAEF ; du M. de la Pêche ; du M. des Mines.

<p>Du 19 mars au 1^{er} avril 2006</p>	<p>Evaluation du profil de la pauvreté associé au un cadrage macro-économique avec le MSEGUI PAMS – niveau 2</p>		<ul style="list-style-type: none"> Assurer la mise en œuvre dans le MSEGUI, du module « Ressources Emplois » et l'établissement des Tableaux Ressources Emplois (TRE) de base pour l'année 2003, construite à partir des données de la comptabilité nationale préparées par la Division Comptabilité Nationale ; L'adjonction au TRE d'une grille de passage pour ventiler les revenus primaires entre les différents groupes socioéconomiques conformément à la nomenclature de l'EIBEP ; Organiser deux ateliers pour présenter et appliquer les instruments au cours de travaux pratiques de simulation. 	
<p>Du 24 au 28 octobre 2005</p>	<p>Pauvreté, Bonne Gouvernance et Renforcement des Capacités institutionnelles et Humaines</p>	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à la préparation de la deuxième phase de la SRP en Guinée, surtout dans le domaine de la gouvernance ; Renforcer les connaissances des participants relatives aux rapports entre la pauvreté d'un côté, et la gouvernance et les capacités des pouvoirs publics de l'autre, et ; Définir les possibilités d'opérationnalisation des principes de la bonne gouvernance dans le cadre du DSRP 2. 	<ul style="list-style-type: none"> Les forces et faiblesses de la SRP dans le domaine de gouvernance ; Les problèmes existant dans les secteurs focaux ; Les principaux objectifs à réaliser dans les secteurs focaux ; Les indicateurs de suivi de la gouvernance ; Les principales caractéristiques de la « bonne gouvernance » ; Les questions clés à soumettre à l'évaluation de la première phase de la SRP, et Les aspects transversaux (genre, VIH/SIDA et environnement). 	<ul style="list-style-type: none"> Les 22 membres du groupe thématique « Gouvernance » ; 11 membres de la commission « Gouvernance » du groupe thématique « Suivi Evaluation » ; des ONG qui interviennent dans le domaine de la « Gouvernance » ; des journaux, des organisations professionnelles ; etc.